

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1605

7 août 2010

SOMMAIRE

Alset IP S.à r.l.	77003	H.B.P. (Holding) S.A.	76997
ANF	76995	International Real Estate Corporation Holdings S.A.	76995
ATC Steuerberatungsgesellschaft GmbH	76998	KCI International S.à r.l.	77040
Baja International S.à r.l.	77004	Kohn Group Sàrl	77038
Calibois S.A.	77011	LABRIS S.A.- société de gestion de patrimoine familial	76994
Cambone Holdings S.à r.l.	77027	Life One	76996
CEP II Starck S.à r.l.	77028	Lux Beck S.à.r.l.	76997
Chaos S.A.	77036	MIRIM S.A.- société de gestion de patrimoine familial	76994
Chaos S.A.	77036	Muirfield Investments S.à r.l.	77036
Chaos S.A.	77037	Robertson Finance & Co Holding S.A. ...	77038
Chaos S.A.	77037	Rordi Holding S.A.	76996
Childcare Development International S.à r.l.	77028	SN Electro-Volt s.à r.l.	76996
Clervaux Invest Sàrl	77037	Swiss & Global Multicash Advisory S.A.H.	77025
Dialectical Way S.A.	77039	Swiss & Global Multifund Advisory S.A.H.	77000
Diamond Ré	77039	Swiss & Global Multiinvest Advisory S.A.H.	77001
DLJ Mojito Luxco 1	77039	Swiss & Global Multiopportunities Advisory S.A.H.	77011
DRAGMOR Luxembourg S.à r.l.	77040	Swiss & Global Multiselect Advisory S.A.H.	77002
Duke Capital S.à r.l.	77027	Swiss & Global Multistock Advisory S.A.H.	77026
Dungog S.à r.l.	77038	Taurus Euro Retail II Feeder S.à r.l.	77011
Emilou S.A.	76994	Tyrol Acquisition 1 S.à r.l.	77026
Energie 5 Holding S.A.	76995	UI-Salteq Fund	76994
European Retail Investment Holding S. à r.l.	77040	World Art Net Group S.A.	76996
Eurosoft Project S.A.	77040	W+ST Steuerberatungsgesellschaft Luxembourg GmbH	76998
Frankfurt I Hotel S.à r.l.	77040		
Gotam Umbrella Fund (Lux) Sicav	77003		
Grignan Holding	77012		
Grignan Management S.à r.l. & CO S.C.A., société de gestion de patrimoine familial	77012		

Emilou S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 148.691.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRORDINAIRE

convoquée faute de quorum à l'assemblée générale ordinaire du 19 juillet 2010, qui se tiendra en date du 16 août 2010 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010102918/506/13.

LABRIS S.A.- société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 97.852.

Les actionnaires et obligataires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 août 2010 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des comptes annuels au 31 mars 2010, affectation des résultats;
3. délibération quant aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
4. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
5. divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2010096717/1017/17.

MIRIM S.A.- société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 97.853.

Les actionnaires et obligataires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 août 2010 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des comptes annuels au 31 mars 2010, affectation des résultats;
3. délibération quant aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
4. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
5. divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2010096716/1017/17.

UI-Salteq Fund, Fonds Commun de Placement.*Liquidierung*

Durch Beschluss des Verwaltungsrates der Universal-Investment Luxembourg S.A. wurde der Fonds Commun de Placement UI-Salteq Fund am 30. Juli 2010 liquidiert.

Zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. August 2010.

Für die Verwaltungsgesellschaft

Référence de publication: 2010107331/267/10.

ANF, Fonds Commun de Placement.

Wir möchten hiermit darüber informieren, dass das Sondervermögen "ANF" mit dem einzigen Teilfonds ANF-Speciality Pharma am 15. Dezember 2004 liquidiert wurde.

Das Verwaltungsreglement des Sondervermögens trat mit Wirkung zum 15. Dezember 2004 außer Kraft.

Luxemburg, den 7. August 2010.

CONVENTUM ASSET MANAGEMENT / BANQUE DE LUXEMBOURG

Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2010107332/7/10.

Energie 5 Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 53.516.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 26 août 2010 à 13.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2008.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décharge à l'administrateur et au président du conseil d'administration démissionnaire, M. Jean FELL, quant à l'exercice de ses mandats.
6. Ratification de la cooptation de Mme Bénédicte REIS comme administrateur, décidée par les administrateurs restant en date du 11 mars 2009 et nomination de Mme Bénédicte REIS comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
7. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2010107330/29/21.

International Real Estate Corporation Holdings S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 28.304.

Suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 juillet 2010, la moitié au moins du capital n'ayant pas été représentée (4 (quatre) actions représentées sur un total de 25.000 (vingt-cinq mille) actions), les Actionnaires sont convoqués à une

DEUXIÈME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 26 août 2010 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet de la Société afin de donner à l'article 2 des statuts la teneur suivante:

"Article 2.

La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").

La société ne peut avoir aucune activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi, il convient d'entendre:

- (i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et
- (ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La Société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société est soumise au respect de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial «SPF»."

2. Transformation de la Société, actuellement régie par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, en société de gestion de patrimoine familial ("SPF") conformément aux dispositions légales de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").
3. Changement de la dénomination en «International Real Estate Corporation Holdings S.A. SPF», en abrégé «I.R.E.C. S.A. SPF».
4. Adaptation et refonte complète des statuts.
5. Confirmation des mandats d'administrateurs.
6. Non renouvellement de l'actuel commissaire aux comptes et nomination en remplacement d'un nouveau commissaire aux comptes.
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010094293/10/36.

Rordi Holding S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 40.272.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on *August 16th, 2010* at 2.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the statutory Auditor to the liquidation
2. Discharge of the Liquidator and statutory Auditor to the liquidation
3. Closure of the liquidation
4. Determination of the place where all legal documents of the company will be kept during the legal period of five years.

The Liquidator.

Référence de publication: 2010102005/795/16.

World Art Net Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 134.039.

The Shareholders are invited to attend a

GENERAL MEETING

that will be held on *August 16, 2010* at 10.00 a.m. at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

1. Appointment of new director;
2. Empowerment;
3. Miscellaneous.

July 27, 2010.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2010100945/280/14.

SN Electro-Volt s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 15, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 149.183.

Life One, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 102.356.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la publication, dans le Mémorial C n° 1479 du 20 juillet 2010, page 70948, du document intitulé «Résolutions prises par le gérant unique en date du 17 mai 2010» relatif au transfert de propriété de 266 parts sociales de la société SN Electro-Volt s.à r.l., déposé au registre de commerce et des sociétés le 9 juin 2010:

1) La société Life One n'étant en rien concernée par ladite publication, elle ne doit pas figurer dans l'en-tête, lequel doit être lu comme suit:

«SN Electro-Volt s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 15, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 149.183.»

2) La référence du dépôt au registre de commerce et des sociétés, dernière ligne de l'insertion, doit également être corrigée:

au lieu de: «(100080690) Déposé au registre (...) le 9 juin 2010.»,

lire: «(100080482) Déposé au registre (...) le 9 juin 2010.»

3) Enfin, dans le sommaire du Mémorial C n° 1479, à la page 70945, il y a lieu de supprimer la ligne «Life One ... 70948» et d'ajouter une ligne «SN Electro-Volt s.à r.l. ... 70948».

Référence de publication: 2010105870/24.

H.B.P. (Holding) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 66.872.

Suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 juillet 2010, la moitié au moins du capital n'ayant pas été représentée (4 (quatre) actions représentées sur un total de 6.000 (six mille) actions), les Actionnaires sont convoqués à une

DEUXIÈME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 26 août 2010 à 14.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet de la Société afin de donner à l'article 2 des statuts la teneur suivante:

"Article 2.

La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").

La société ne peut avoir aucune activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi, il convient d'entendre:

(i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et

(ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La Société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société est soumise au respect de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial «SPF»."

2. Transformation de la Société, actuellement régie par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, en société de gestion de patrimoine familial ("SPF") conformément aux dispositions légales de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").

3. Changement de la dénomination en «H.B.P. (Holding) S.A. SPF».

4. Adaptation et refonte complète des statuts.

5. Confirmation des mandats d'administrateurs.

6. Non renouvellement de l'actuel commissaire aux comptes et nomination en remplacement d'un nouveau commissaire aux comptes.

7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010094294/10/35.

Lux Beck S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 6, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 138.395.

Im Jahre zweitausendzehn, den zehnten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul DECKER im Amtssitz in Luxemburg

Ist erschienen:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Kohn Group S.à.r.l.“ mit Sitz in L-5445 Schengen, 1C, route du Vin (RCS Luxembourg N° B. 133.312)

hier vertreten durch ihren Geschäftsführer Herr Christoph LEINEN, Dipl. Kaufmann, wohnhaft in D-66691 Mettlach, Buchenweg, 3.

Die Komparentin, handelnd wie eingangs erwähnt, in ihrer Eigenschaft als alleinige Anteilinhaberin, welche das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft mit beschränkter Haftung "Lux Beck S.à.r.l." mit Sitz in L-1222 Luxembourg, 6, rue Beck, vertreten,

gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 23. April 2008, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1344 vom 2. Juni 2008

eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, unter Sektion B, Nummer 138.395

Die alleinige Anteilinhaberin, vertreten wie eingangs erwähnt, ersucht den amtierenden Notar die nachfolgende Beschlüsse zu beurkunden wie folgt:

Erster Beschluss

Die Anteilinhaber stocken das Gesellschaftskapital durch eine Geldeinbringung von SECHSHUNDERT TAUSEND EURO (600.000,-€), um das Kapital von FÜNFZIG TAUSEND EURO (50.000,-€) auf SECHSHUNDERTFÜNFZIG TAUSEND EURO (650.000,-€) aufzustocken durch Schaffung und Emission von zwölf tausend (12.000) Anteilen zu je fünfzig Euros (50,-€) die durch die alleinige Anteilinhaberin gezeichnet wurden.

Die Summe von SECHSHUNDERT TAUSEND EURO (600.000,-€) steht der Gesellschaft zur freien Verfügung wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde, welcher dieses bestätigt.

Zweiter Beschluss

In Folge der vorgehenden Beschlüsse wird Artikel 5 der Satzung abgeändert wie folgt:

„ **Art. 5.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt SECHSHUNDERTFÜNFZIG TAUSEND EURO (650.000,-€) eingeteilt in dreizehn tausend (13.000) Anteile, mit einem Nennwert von fünfzig Euro (50,€).“

Kosten und Gebühren

Die Kosten und Honorare der gegenwärtigen Urkunde sind zu Lasten der Gesellschaft und werden abgeschätzt auf 2.000,-EUR.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg, in der Amtsstube des amtierenden Notars, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Komparenten mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. LEINEN, P.DECKER

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 mai 2010. Relation: LAC/2010/21157. Reçu soixante quinze € (75 Euros)

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Erteilt an das Handels und-Gesellschaftsregister in Luxemburg,

Luxemburg, den 18. Juni 2010.

Référence de publication: 2010075099/45.

(100087006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2010.

**W+ST Steuerberatungsgesellschaft Luxembourg GmbH, Société à responsabilité limitée,
(anc. ATC Steuerberatungsgesellschaft GmbH).**

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, An de Längten.

R.C.S. Luxembourg B 114.635.

Im Jahre zweitausendzehn, den elften Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul DECKER im Amtssitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

Die Anteilhaber

1.- Die Zivilgesellschaft FIDUCIAIRE BENOY KARTHEISER S.C., SOCIETE CIVILE D'EXPERTISE COMPTABLE ET FISCALE, mit Sitz in L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon, (RCS Luxembourg N°E. 1.868), hier vertreten durch ihre Geschäftsführerin Frau Nathalie Carbotti-Prieur, Privatbeamtin, beruflich ansässig in L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon und

2.- ATC AUDIT TAX CONSULT AG WIRTSCHAFTSPRÜFUNGS AG FRANKFURT (früher ATC AUDIT TAX CONSULT AG Wirtschaftsprüfungsgesellschaft), mit Sitz in D-60528 Frankfurt-am-Main, eingetragen beim Handelsregister des dortigen Amtsgerichts unter der Nummer HRB 58445, hier vertreten durch Frau Nathalie Carbotti-Prieur, vorbenannt,

auf Grund von einer Vollmacht unter Privatschrift gegeben in Dillingen, am 5. Mai 2010.

welche Vollmacht, nach gehöriger ne varietur Paraphierung durch den Komparenten, und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigegeben bleiben um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparenten, vertreten wie eingangs erwähnt, dem amtierenden Notar Nachfolgendes auseinandersetzen:

Daß sie die alleinigen Anteilhaber welche das gesamte Kapital der Gesellschaft mit beschränkter Haftung ATC STEUERBERATUNGSGESELLSCHAFT GmbH mit Sitz in L-1233 Luxemburg, 13, rue Jean Bertholet, vertreten,

welche Gesellscht gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Roger Arrensdorff, im Amtssitze zu Bad-Mondorf, am 16. Februar 2006 veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1007 vom 23. Mai 2006, gegründet wurde und

im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg Sektion B unter Nummer B 114.635 eingetragen ist.

Dass Aufgrund der Auflösung ohne Liquidation der Gesellschaft mit beschränkter Haftung FIDUCIAIRE BENOY CONSULTING, S.à r.l. mit Sitz in L-1233 Luxemburg, rue Bertholet, 13, (RCS Luxembourg N°B.39.261) die 20 (zwanzig) Anteile welche FIDUCIAIRE BENOY CONSULTING, S.à r.l. in der ATC STEUERBERATUNGSGESELLSCHAFT GmbH gehalten hat an die FIDUCIAIRE BENOY KARTHEISER S.C., SOCIETE CIVILE D'EXPERTISE COMPTABLE ET FISCALE übertragen wurden.

Alsdann bat der Komparent, handelnd wie eingangs erwähnt, den amtierenden Notar die nachfolgenden einstimmig genommenen Beschlüsse der Anteilinhaberin, die das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, zu beurkunden wie folgt:

Erster Beschluss

Der Gesellschaftssitz wird nach L-6776 Grevenmacher, 5, an de Längten verlegt und somit wird Artikel 3 der Statuten folgenden Wortlaut erhalten:

" **Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Grevenmacher."

Zweiter Beschluss

Der Gesellschaftsname wird in W+ST STEUERBERATUNGSGESELLSCHAFT LUXEMBOURG GMBH abgeändert und somit wird Artikel 1 der Statuten folgenden Wortlaut erhalten:

" **Art. 1.** Die Bezeichnung der Gesellschaft mit beschränkter Haftung lautet W+ST STEUERBERATUNGSGESELLSCHAFT LUXEMBOURG GMBH."

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter ernennen Herrn Jeannot DIDERRICH, geboren am 27. März 1973, beruflich ansässig in L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon, auf unbestimmte Dauer zum neuen Geschäftsführer.

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber verpflichtet durch die alleinige Unterschrift eines Geschäftsführers bis zu einem Betrag von 5.000,-Euro und darüber hinaus durch die gemeinsame Unterschrift beider Geschäftsführer

Vierter Beschluss

Die Gesellschafter stellen fest dass Herrn Alex BENOY, geboren am 29.Mai 1954, beruflich ansässig in L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon niedergelegt hat und erteilen ihm Entlastung für die Ausübung seines Mandats.

Kosten.

Die Kosten und Gebühren welche der Gesellschaft auf Grund gegenwärtiger Urkunde erwachsen, werden abgeschätzt auf 900,- EUR.

Worüber Urkunde, Geschehen und aufgenommen wurde in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Obigen an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat der Komparent mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: N. CARBOTTI-PRIEUR, P.DECKER

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 mai 2010. Relation: LAC/2010/21169. Reçu soixante quinze € (75 Euros)

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Erteilt an das Handels und-Gesellschaftsregister in Luxemburg,

Luxemburg, den 17. Juni 2010.

Référence de publication: 2010074916/65.

(100086995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2010.

Swiss & Global Multifund Advisory S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 25, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 85.422.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendzehn, den ersten Juni.

Vor dem unterzeichneten Maître Jean SECKLER, Notar mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die Aktiengesellschaft "Swiss & Global Multibond Advisory S.A.H.", mit Sitz in L-1661 Luxembourg, 25, Grand-Rue, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 85427,

hier vertreten durch Herrn Klaus KRUMNAU, Jurist, beruflich wohnhaft in L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon, auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift, welche Vollmacht vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar "ne varietur" unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht ihre Erklärungen und Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

I. Dass die Aktiengesellschaft "Swiss & Global Multifund Advisory S.A.H.", mit Sitz in L-1661 Luxembourg, 25, Grand-Rue, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 85422, (hiernach die "Gesellschaft"), ursprünglich gegründet wurde unter der Bezeichnung "Julius Baer Multifund Advisory", gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Paul DECKER, mit dem damaligen Amtssitz in Luxemburg-Eich, am 8. Januar 2002, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 384 vom 8. März 2002,

und dass deren Satzungen abgeändert wurden gemäß Urkunden aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 18. September 2009, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2087 vom 23. Oktober 2009, enthaltend die Abänderung in ihre jetzige Gesellschaftsbezeichnung.

II. Dass das Gesellschaftskapital fünfundsiebzigttausend Euro (75.000,- EUR) beträgt, aufgeteilt in fünfundsiebzig (75) Aktien mit einem Nennwert von jeweils eintausend Euro (1.000,-EUR).

III. Dass die erschienene Partei die alleinige Aktieninhaberin der Gesellschaft ist (die "Alleingesellschafterin").

IV. Dass die Alleingesellschafterin beschließt die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen und zu liquidieren.

V. Dass die Alleingesellschafterin die finanzielle Situation sowie die Statuten der Gesellschaft bestens kennt.

VI. Dass die Alleingesellschafterin sich selbst zum Liquidator der Gesellschaft bestimmt.

VII. Dass die Alleingesellschafterin, in ihrer Funktion als Liquidator, erklärt alle Aktiva und Passiva der Gesellschaft, mit wirtschaftlicher Wirkung zum 1. Januar 2010, übernommen zu haben und für alle noch unbekanntes und noch ausstehende Passiva zu bürgen, mithin sich unwiderruflich zu verpflichten sämtliche bekannten wie selbst unbekanntes ausstehende Passiva zu begleichen, wodurch alle Passiva seitens der Gesellschaft als beglichen gelten und folglich alle verbliebenen Aktiva an die Alleingesellschafterin zu übertragen sind.

VIII. Dass den Mitgliedern des Verwaltungsrates und dem Aufsichtskommissar volle Entlast für die Ausübung ihrer Mandate erteilt wird.

IX. Dass die Liquidation als ausgeführt und abgeschlossen zu betrachten ist.

X. Dass das Aktienregister annulliert worden ist.

XI. Dass die Geschäftsbücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft während mindestens fünf Jahren am ehemaligen Gesellschaftssitz in L-1661 Luxembourg, 25, Grand-Rue, aufbewahrt werden.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr siebenhundertfünfzig Euro.

WORÜBER URKUNDE, Errichtet in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei, namens handelnd wie hier vor erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Klaus KRUMNAU, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 07 juin 2010. Relation: GRE/2010/1919. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 15. Juni 2010.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2010074817/58.

(100086198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2010.

Swiss & Global Multiinvest Advisory S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 25, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 85.423.

—
AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendzehn, den ersten Juni.

Vor dem unterzeichneten Maître Jean SECKLER, Notar mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die Aktiengesellschaft "Swiss & Global Multibond Advisory S.A.H.", mit Sitz in L-1661 Luxembourg, 25, Grand-Rue, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 85427,

hier vertreten durch Herrn Klaus KRUMNAU, Jurist, beruflich wohnhaft in L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon, auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift, welche Vollmacht vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar "ne varietur" unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigebogen, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiervor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht ihre Erklärungen und Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

I. Dass die Aktiengesellschaft "Swiss & Global Multiinvest Advisory S.A.H.", mit Sitz in L-1661 Luxembourg, 25, Grand-Rue, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 85423, (hiernach die "Gesellschaft"), ursprünglich gegründet wurde unter der Bezeichnung "Julius Baer Multiinvest Advisory", gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Paul DECKER, mit dem damaligen Amtssitz in Luxemburg-Eich, am 8. Januar 2002, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 384 vom 8. März 2002,

und dass deren Satzungen abgeändert wurden gemäß Urkunden aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 18. September 2009, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2103 vom 26. Oktober 2009, enthaltend die Abänderung in ihre jetzige Gesellschaftsbezeichnung.

II. Dass das Gesellschaftskapital fünfundsiebzigtausend Euro (75.000,- EUR) beträgt, aufgeteilt in fünfundsiebzig (75) Aktien mit einem Nennwert von jeweils eintausend Euro (1.000,- EUR).

III. Dass die erschienene Partei die alleinige Aktieninhaberin der Gesellschaft ist (die "Alleingesellschafterin").

IV. Dass die Alleingesellschafterin beschließt die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen und zu liquidieren.

V. Dass die Alleingesellschafterin die finanzielle Situation sowie die Statuten der Gesellschaft bestens kennt.

VI. Dass die Alleingesellschafterin sich selbst zum Liquidator der Gesellschaft bestimmt.

VII. Dass die Alleingesellschafterin, in ihrer Funktion als Liquidator, erklärt alle Aktiva und Passiva der Gesellschaft, mit wirtschaftlicher Wirkung zum 1. Januar 2010, übernommen zu haben und für alle noch unbekanntes und noch ausstehende Passiva zu bürgen, mithin sich unwiderruflich zu verpflichten sämtliche bekannten wie selbst unbekanntes ausstehende Passiva zu begleichen, wodurch alle Passiva seitens der Gesellschaft als beglichen gelten und folglich alle verbliebenen Aktiva an die Alleingesellschafterin zu übertragen sind.

VIII. Dass den Mitgliedern des Verwaltungsrates und dem Aufsichtskommissar volle Entlast für die Ausübung ihrer Mandate erteilt wird.

IX. Dass die Liquidation als ausgeführt und abgeschlossen zu betrachten ist.

X. Dass das Aktienregister annulliert worden ist.

XI. Dass die Geschäftsbücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft während mindestens fünf Jahren am ehemaligen Gesellschaftssitz in L-1661 Luxembourg, 25, Grand-Rue, aufbewahrt werden.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr siebenhundertfünfzig Euro.

WORÜBER URKUNDE, Errichtet in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei, namens handelnd wie hier vor erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Klaus KRUMNAU, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 07 juin 2010. Relation: GRE/2010/1920. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 15. Juni 2010.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2010074818/58.

(100086167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2010.

Swiss & Global Multiselect Advisory S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 25, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 85.428.

—
AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendzehn, den ersten Juni.

Vor dem unterzeichneten Maître Jean SECKLER, Notar mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die Aktiengesellschaft "Swiss & Global Multibond Advisory S.A.H.", mit Sitz in L-1661 Luxemburg, 25, Grand-Rue, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 85427,

hier vertreten durch Herrn Klaus KRUMNAU, Jurist, beruflich wohnhaft in L-1150 Luxemburg, 82, route d'Arlon, auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift, welche Vollmacht vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar "ne varietur" unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigebogen, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiervor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht ihre Erklärungen und Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

I. Dass die Aktiengesellschaft "Swiss & Global Multiselect Advisory S.A.H.", mit Sitz in L-1661 Luxemburg, 25, Grand-Rue, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 85428, (hiernach die "Gesellschaft"), ursprünglich gegründet wurde unter der Bezeichnung "Julius Baer Multiselect Advisory", gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Paul DECKER, mit dem damaligen Amtssitz in Luxemburg-Eich, am 8. Januar 2002, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 375 vom 7. März 2002,

und dass deren Satzungen abgeändert wurden gemäß Urkunden aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 18. September 2009, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2150 vom 3. November 2009, enthaltend die Abänderung in ihre jetzige Gesellschaftsbezeichnung.

II. Dass das Gesellschaftskapital fünfundsiebzigttausend Euro (75.000,- EUR) beträgt, aufgeteilt in fünfundsiebzig (75) Aktien mit einem Nennwert von jeweils eintausend Euro (1.000,- EUR).

III. Dass die erschienene Partei die alleinige Aktieninhaberin der Gesellschaft ist (die "Alleingesellschafterin").

IV. Dass die Alleingesellschafterin beschließt die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen und zu liquidieren.

V. Dass die Alleingesellschafterin die finanzielle Situation sowie die Statuten der Gesellschaft bestens kennt.

VI. Dass die Alleingesellschafterin sich selbst zum Liquidator der Gesellschaft bestimmt.

VII. Dass die Alleingesellschafterin, in ihrer Funktion als Liquidator, erklärt alle Aktiva und Passiva der Gesellschaft, mit wirtschaftlicher Wirkung zum 1. Januar 2010, übernommen zu haben und für alle noch unbekanntes und noch ausstehende Passiva zu bürgen, mithin sich unwiderruflich zu verpflichten sämtliche bekannten wie selbst unbekanntes ausstehende Passiva zu begleichen, wodurch alle Passiva seitens der Gesellschaft als beglichen gelten und folglich alle verbliebenen Aktiva an die Alleingesellschafterin zu übertragen sind.

VIII. Dass den Mitgliedern des Verwaltungsrates und dem Aufsichtskommissar volle Entlast für die Ausübung ihrer Mandate erteilt wird.

IX. Dass die Liquidation als ausgeführt und abgeschlossen zu betrachten ist.

X. Dass das Aktienregister annulliert worden ist.

XI. Dass die Geschäftsbücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft während mindestens fünf Jahren am ehemaligen Gesellschaftssitz in L-1661 Luxemburg, 25, Grand-Rue, aufbewahrt werden.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr siebenhundertfünfzig Euro.

WORÜBER URKUNDE, Errichtet in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei, namens handelnd wie hier vor erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Klaus KRUMNAU, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 07 juin 2010. Relation: GRE/2010/1913. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 15. Juni 2010.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2010074822/58.

(100086203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2010.

Alset IP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 141.511.

1) Il résulte des résolutions de l'associé unique en date du 14 mai 2010 de la société Alset IP S.à r.l. que les décisions suivantes ont été prises:

- Nomination du nouveau Gérant B suivant en date du 14 mai 2010 pour une durée indéterminée:

Monsieur José Ignacio Galindo, né le 19 août 1969 à Recoleta, Chile, Argentine, avec adresse professionnelle à Maipú 1300, 13th floor, Buenos Aires, Argentine en qualité de Gérant B de la Société.

- Modification de la fonction du Gérant suivant en date effective du 16 juillet 2008 pour une durée indéterminée:

Manacor (Luxembourg) S.A., ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, devient Gérant A de la Société.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la Société est comme suit:

- Manacor (Luxembourg) S.A., Gérant A

- José Ignacio Galindo, Gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alset IP S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant A

Signatures

Référence de publication: 2010084388/24.

(100094142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2010.

Gotam Umbrella Fund (Lux) Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 109.286.

Extract of the minutes of the Annual General Meeting dated on June 10th, 2010

Co-option of Mr. Michel DELLA LIBERA (BSI A.G. – 23, Via Peri – CH-6900 Lugano - Switzerland) as Director of the Board for the ensuing year;

Co-option of Mr. Rajiv PRADHAN (BSI A.G. – 23, Via Peri – CH-6900 Lugano - Switzerland) as Director of the Board for the ensuing year;

Co-option of Mr. Christian MOSER (BSI A.G. – 23, Via Peri – CH-6900 Lugano - Switzerland) as Director of the Board for the ensuing year;

Re-appointment of the director of the Company for the ensuing year:

Mr. Stuart ALEXANDER

Appointment of Ernst & Young Luxembourg S.A. (7 Parc d'Activité Syrdall – L-5365 Munsbach / Luxembourg) as the Authorised Independent Auditor for the ensuing year.

Suit la traduction française

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire daté du 10 juin 2010

Co-option de M. Michel DELLA LIBERA (BSI A.G. – 23, Via Peri – CH-6900 Lugano - Suisse) comme administrateur pour l'exercice social suivant;

Co-option de M. Rajiv PRADHAN (BSI A.G. – 23, Via Peri – CH-6900 Lugano - Suisse) comme administrateur pour l'exercice social suivant;

Co-option de M. Christian MOSER (BSI A.G. – 23, Via Peri – CH-6900 Lugano - Suisse) comme administrateur pour l'exercice social suivant;

Renouvellement de l'administrateur pour l'exercice social suivant:

Mr Stuart ALEXANDER

Renouvellement de Ernst & Young Luxembourg S.A (7 Parc d'Activité Syrdall – L-5365 Munsbach / Luxembourg) en tant que réviseur d'entreprise indépendant pour l'exercice social suivant.

Pour Gotam Umbrella Fund (Lux) SICAV

Référence de publication: 2010075024/31.

(100087140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2010.

Baja International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 153.948.

— STATUTES

In the year two thousand and ten on the sixteenth of June.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

Mintec Processing Ltd., a corporation incorporated and existing under the Canadian law, with registered office at Suite 2350-1177 West Hastings Street, Vancouver, BC V6E 2K3, Canada, registered with the Trade Register of Canada, under number 859654774,

here represented by Annick Braquet, with professional address at L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

Art. 1. Corporate form. There is formed a private limited liability company, which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»), which specify in the articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 and 13 the exceptional rules applying to one shareholder companies.

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Denomination. The Company will have the denomination «Baja International S.à r.l.».

Art. 5. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. Share capital - Shares.

6.1 Subscribed share capital

The share capital is fixed at sixteen thousand US Dollars (USD 16,000.-) represented by sixteen thousand (16,000) shares of one US Dollar (USD 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company (“société unipersonnelle”) in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2, amongst others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

6.2 Modification of share capital

The capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general shareholders’ meeting, in accordance with article 8 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

6.3 Profit participation

Each share entitles to a fraction of the Company’s assets and profits in direct proportion to the number of shares in existence.

6.4 Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company’s shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.5 Transfer of shares

In case of a sole shareholder, the Company’s shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and 190 of the Law.

6.6 Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders’ register in accordance with article 185 of the Law.

Art. 7. Management.

7.1 Appointment and removal

The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of manager(s) of category A and of manager(s) of category B.

Upon the appointment of any manager, other than a sole manager, that manager shall be designated by the shareholder (s) as a category A manager or a category B manager.

If at a time when there is a sole manager, a further manager is appointed, the shareholder(s) shall, at a such time, in addition to designating the new managers as category A manager or category B manager, also designate the existing manager, to the extend not already categorised, as a category A manager or a category B manager.

The manager(s) need(s) not to be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed and may be dismissed ad nutum by the shareholder(s) of the Company.

7.2 Representation and signatory power

In dealing with third parties as well as in justice, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s object and provided the terms of this article shall have been complied with.

The Company shall be validly committed towards third parties by the sole signature of its manager, and in case of plurality of managers, by the joint signature of a manager of category A and a manager of category B.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate all or part of his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine these agents’ responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of their agency.

7.3 Powers

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

7.4 Procedures

The board of managers can discuss or act validly only if at least a majority of managers of category A and managers of category B is present or represented at the meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, resolutions shall be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at such meeting, with necessarily a simple majority in each category of managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the board of managers' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

7.5 Liability of managers

The manager(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 8. General shareholders' meeting. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Art. 9. Annual general shareholders' meeting. Where the number of shareholders exceeds twenty-five, an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with article 196 of the law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 30th day of the month of April at 2 p.m.. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day.

Art. 10. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five, the operations of the company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

Art. 11. Fiscal year - Annual accounts. The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December, with the exception of the first year which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the thirty-first of December 2010.

Each year, the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

Each shareholder may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet and profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with article 200 of the Law.

Art. 12. Distribution of profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may resolve to pay interim dividends, including during the first financial year, subject to the drafting of an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution. Any manager may require, at its sole discretion, to have this interim balance sheet reviewed by an independent auditor at the Company's expenses. The amount to be distributed may not exceed total profits since the end of the last financial year, if existing, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and amount to be allocated to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

Art. 13. Dissolution - Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 14. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription - Payment

The Articles having thus been established, Mintec Processing Ltd., prenamed, declared to subscribe the entire share capital represented by sixteen thousand shares (16,000) of one US Dollar (USD 1.-) each.

All the shares have been fully paid in cash, so that the amount of sixteen thousand shares US Dollars (USD 16,000) is at the disposal of the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at EUR 1,300.-

Resolution of the sole shareholder

1. The Company will be managed by the following managers:

Category A managers:

- Mr. C. Thomas Ogryzlo, born on July 3, 1939, in Kirkland Lake, Canada and residing at Del Cementerio Viejo de Escazu, 150m al NO Portal de Cabrero #4, San Jose, Costa Rica,

- Mr. L. Rowland Wallenius, born on March 19, 1970, in Vancouver, Canada and residing at 15579 Goggs Avenue, White Rock, BC V4B 2N5, Canada,

Category B managers:

- Mrs. Charlotte Lahaije-Hultman, born on March 24, 1975, in Sweden and professionally residing at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

- Mr. Charles Meyer, born on April 19, 1969, in Luxembourg and professionally residing at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

2. The registered office of the Company shall be established at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le seize juin.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A COMPARU:

Mintec Processing Ltd., une corporation de droit canadien, ayant son siège social au Suite 2350-1177 West Hastings Street, Vancouver, BC V6E 2K3, Canada, inscrite au registre du commerce canadien, sous le numéro 859654774, ici représentée par Annick Braquet, avec adresse professionnelle à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec les autorités d'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle:

Art. 1^{er}. Forme sociale. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 13, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. Objet social. L'objet de la Société consiste en la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, ainsi que la possession, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ces participations.

La Société pourra également détenir des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, et procéder à l'émission d'obligations, sans offre publique, qui pourront être convertibles, et à l'émission de titres d'emprunt.

D'une manière générale, elle pourra prêter assistance à toute société affiliée, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et exécuter toutes opérations qu'elle estimera utiles dans l'accomplissement et le développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société aura la dénomination «Baja International S.à r.l.».

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social - Parts sociales.

6.1 Capital souscrit et libéré

Le capital social est fixé à seize mille US Dollars (USD 16.000,-) représenté par seize mille (16.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1,-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 Modification du capital social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.3 Participation aux profits

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.4 Indivisibilité des parts sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 Transfert de parts sociales

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.6 Enregistrement des parts sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

Art. 7. Gérance.

7.1 Nomination et révocation

La Société est gérée par un gérant unique ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composé de gérant(s) de catégorie A et de catégorie B.

Dès sa nomination, tout gérant autre que le gérant unique devra être désigné par l'associé unique ou les associés comme étant gérant de catégorie A ou de catégorie B.

Si la Société ne compte qu'un seul gérant au moment où un second gérant est nommé, l'associé unique ou les associés, devra/ont en plus d'indiquer la catégorie à laquelle appartient ce nouveau gérant, indiquer celle du gérant existant.

Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s). Ils sont nommés et susceptibles d'être révoqués ad nutum par le(s) associé(s) de la Société.

7.2 Représentation et signature autorisée

Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article.

La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

7.3 Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

7.4 Procédures

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants de catégorie A et des gérants de catégorie B est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion, avec obligatoirement une majorité simple dans chaque catégorie de gérants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conference call" via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

7.5. Responsabilité des gérants

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société

Art. 8. Assemblée générale des associés. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés. Si le nombre des associés est supérieur à vingt cinq, une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le trentième jour du mois d'avril à 14 heure. Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le jour ouvrable suivant.

Art. 10. Vérification des comptes. Si le nombre des associés est supérieur à vingt cinq, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil des commissaires aux comptes.

Art. 11. Exercice social - Comptes annuels. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année, à l'exception de la première année qui débute à la date de la formation de la Société et se termine le trente et un décembre 2010.

A la fin de chaque exercice social, le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

Art. 12. Distribution des profits. Les bénéfices bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il est prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net de la Société pour la constitution de la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à/aux associé(s) en proportion de sa/leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut décider de procéder au paiement d'acomptes sur dividendes, y compris durant le premier exercice social, à condition d'établir un bilan intérimaire indiquant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution. Chaque gérant peut, de manière discrétionnaire, demander que ce bilan intérimaire soit revu par un réviseur d'entreprises aux frais de la Société. Le montant distribué ne doit pas excéder le montant des profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et diminué des pertes reportées et sommes à allouer à une réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 13. Dissolution - Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Art. 14. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus par les présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Souscription - Libération

Les Statuts ainsi établis, Mintec Processing Ltd., prénommée, déclare souscrire l'entièreté du capital social représenté par seize mille (16.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1,-) chacune.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de seize mille US Dollars (USD 16.000,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 1.300.-

Décisions de l'associé unique

1. La Société est administrée par les gérants suivants:

Gérants de catégorie A:

- M. C. Thomas Ogryzlo, né le 3 juillet 1939, à Kirkland Lake, Canada et demeurant à Del Cementerio Viejo de Escazu, 150m al NO Portal de Cabrero #4, San Jose, Costa Rica,

- M. L. Rowland Wallenius, né le 19 mars 1970, à Vancouver, Canada et demeurant à 15579 Goggs Avenue, White Rock, BC V4B 2N5, Canada,

Gérants de catégorie B:

- Mme. Charlotte Lahaije-Hultman, né le 24 mars 1975, en Suède et demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faiènerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg,

- M. Charles Meyer, né le 19 avril 1969, au Grand Duché de Luxembourg et demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faiènerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg,

2. Le siège social de la Société est établi au 121, avenue de la Faiènerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que les comparants ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête desdits comparants, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 juin 2010. Relation: LAC/2010/27489. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME – délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 30 juin 2010.

Référence de publication: 2010084691/366.

(100095134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2010.

Calibois S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 26, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 26.069.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CALIBOIS S.A.

Ch. FRANÇOIS / J-R. BARTOLINI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010075958/12.

(100087086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2010.

Taurus Euro Retail II Feeder S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 121.726.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg concernant:

- Madame Linda KASSOF, Gérant de la société, dont l'adresse professionnelle est désormais située au 610 N. Wymore Road, Suite 200, Maitland, Florida 32751, USA.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2010.

Pour TAURUS EURO RETAIL II FEEDER S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2010076149/16.

(100086693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2010.

Swiss & Global Multiopportunities Advisory S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 25, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 108.330.

AUFLOSUNG

Im Jahre zweitausendzehn, den ersten Juni.

Vor dem unterzeichneten Maître Jean SECKLER, Notar mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die Aktiengesellschaft "Swiss & Global Multibond Advisory S.A.H.", mit Sitz in L-1661 Luxembourg, 25, Grand-Rue, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxembourg, Sektion B, unter der Nummer 85427,

hier vertreten durch Herrn Klaus KRUMNAU, Jurist, beruflich wohnhaft in L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon, auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift, welche Vollmacht vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar "ne varietur" unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigebogen, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht ihre Erklärungen und Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

I. Dass die Aktiengesellschaft "Swiss & Global Multiopportunities Advisory S.A.H.", mit Sitz in L-1661 Luxembourg, 25, Grand-Rue, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxembourg, Sektion B, unter der Nummer 108330, (hiernach die "Gesellschaft"), ursprünglich gegründet wurde unter der Bezeichnung "Julius Baer Multiopportunities Advisory", gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit dem damaligen Amtssitz in Mersch, am 27. Mai 2005, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 571 vom 14. Juni 2005,

und dass deren Satzungen abgeändert wurden gemäß Urkunden aufgenommen durch vorgenannten Notar Henri HELLINCKX, mit dem heutigen Amtssitz in Luxembourg, am 18. September 2009, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des

Sociétés et Associations, Nummer 2216 vom 12. November 2009, enthaltend die Abänderung in ihre jetzige Gesellschaftsbezeichnung.

II. Dass das Gesellschaftskapital fünfundsiebzigtausend Euro (75.000,- EUR) beträgt, aufgeteilt in fünfundsiebzig (75) Aktien mit einem Nennwert von jeweils eintausend Euro (1.000,- EUR).

III. Dass die erschienene Partei die alleinige Aktieninhaberin der Gesellschaft ist (die "Alleingesellschafterin").

IV. Dass die Alleingesellschafterin beschließt die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen und zu liquidieren.

V. Dass die Alleingesellschafterin die finanzielle Situation sowie die Statuten der Gesellschaft bestens kennt.

VI. Dass die Alleingesellschafterin sich selbst zum Liquidator der Gesellschaft bestimmt.

VII. Dass die Alleingesellschafterin, in ihrer Funktion als Liquidator, erklärt alle Aktiva und Passiva der Gesellschaft, mit wirtschaftlicher Wirkung zum 1. Januar 2010, übernommen zu haben und für alle noch unbekanntes und noch ausstehende Passiva zu bürgen, mithin sich unwiderruflich zu verpflichten sämtliche bekannten wie selbst unbekanntes ausstehende Passiva zu begleichen, wodurch alle Passiva seitens der Gesellschaft als beglichen gelten und folglich alle verbliebenen Aktiva an die Alleingesellschafterin zu übertragen sind.

VIII. Dass den Mitgliedern des Verwaltungsrates und dem Aufsichtskommissar volle Entlast für die Ausübung ihrer Mandate erteilt wird.

IX. Dass die Liquidation als ausgeführt und abgeschlossen zu betrachten ist.

X. Dass das Aktienregister annulliert worden ist.

XI. Dass die Geschäftsbücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft während mindestens fünf Jahren am ehemaligen Gesellschaftssitz in L-1661 Luxemburg, 25, Grand-Rue, aufbewahrt werden.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr siebenhundertfünfzig Euro.

WORÜBER URKUNDE Errichtet in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei, namens handelnd wie hier-vor erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Klaus KRUMNAU, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 07 juin 2010. Relation: GRE/2010/1912. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 15. Juni 2010.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2010074819/59.

(100086191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2010.

Grignan Management S.à r.l. & CO S.C.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial, (anc. Grignan Holding).

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 36.665.

In the year two thousand and ten.

On the thirtieth day of April.

Before Maître Léonie GRETHEN, notary residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of the public limited holding company "GRIGNAN HOLDING", with registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg section B number 36665, incorporated by a deed received by Maître Jean-Paul HENCKS, then notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on March 25, 1991, published in the Mémorial C number 373 of 1991 and whose articles of association have been amended for the last time in connection with the adoption of the Euro as currency of the capital by a deed under private seal on December 20, 2001 published in the Mémorial C number 650 of April 26, 2002.

The meeting is opened by Mr. Jacobus Theodorus VAN TONDER, company director, residing at L-9806 Hosingen, 1, rue Haaptstrooss, being in the chair, who appoints as secretary Mr. Jacobus Christoffel VAN TONDER, company director, residing at L-5865 Luxembourg, 32, rue de Roeser.

The meeting elects as scrutineer Mrs. Aletta Catharina VAN TONDER-ROELFSE, company director, residing at L-5865 Luxembourg, 32, rue de Roeser.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:
I The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Adoption by the company of the object of a company managing family assets "société de gestion de patrimoine familial («SPF»)", of the legal form of a corporate partnership limited by shares "société en commandite par actions" and of the name "GRIGNAN MANAGEMENT S.à r.l. & CO S.C.A., société de gestion de patrimoine familial" and subsequent amendment of the related articles of association which will henceforth have the following wording:

"There exists a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of "GRIGNAN MANAGEMENT S.à r.l. & CO S.C.A., société de gestion de patrimoine familial", which will be governed by the law of May 11, 2007 on the incorporation of companies managing family assets ("SPF") and by the amended law of August 10, 1915 on commercial companies, especially the articles 102 to 112.

It has one (1) unlimited shareholder (actionnaire commandité), indefinitely and jointly and severally liable for the company's debts, namely:

The private limited company (société à responsabilité limitée) "Grignan Management S.à r.l." having its registered office in the Grand-Duchy of Luxembourg."

"The object of the company is the acquisition, the holding, the management and the disposal of financial instruments in the largest sense and especially:

- a) any securities and other instruments, including shares and other instruments similar to shares, share quotas of companies and investment funds, bonds and other credit instruments, deposit certificates, notes and bills of exchange;
- b) certificates granting the right to acquire shares, bonds and other instruments by way of subscription, purchase or exchange;
- c) deferred financial instruments and instruments entailing a settlement in cash (payment instruments excluded), including money market instruments;
- d) any other certificate representing ownership, claims or securities;
- e) any instrument related to underlying financial data, any kind of index, raw materials, precious goods, food products, metal or commodity, any other good or risk;
- f) the claims or rights related to the various items under a) through e), whether these financial instruments are materialized or not,

assignable by recording in an account or by handing over, in bearer or registered form, transferable by endorsement or not and whatever the applicable law. The object of the company is furthermore the taking of participations in whichever form in domestic and foreign companies provided that there be no interference with the management of said companies.

It may also grant, free of any remuneration, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct participation.

The company must carry out its activity within the limits of the law of May 11, 2007 on the incorporation of companies managing family assets ("SPF")."

2. Exchange of the three hundred and twenty thousand (320,000) shares without a nominal value against one (1) share with unlimited liability ("action de commandité") without a nominal value and three hundred thousand (300,000) shares with limited liability ("actions de commanditaire") without a nominal value, allocation of one (1) share with unlimited liability to the private limited company "Grignan Management S.à r.l." with registered office at L-9806 Hosingen, Grand-Duchy of Luxembourg, 1, rue Haaptstrooss, in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register, and the three hundred thousand (300,000) shares with limited liability to:

- the private limited company "Grignan Management S.à r.l.", pre-named, one (1) share with limited liability without a nominal value,

- the private limited company "Lamda Imports S.à r.l.", with registered office at L-9806 Hosingen, 1, rue Haaptstrooss, R.C.S. Luxembourg B151867, two hundred ninety nine thousand nine hundred and ninety nine (299,999) shares with limited liability without a nominal value.

Subsequent amendment of the related article of association which will henceforth have the following wording:

"The corporate capital is set at six hundred and fifty five thousand Euro (EUR 655,000.-) divided into one (1) share with unlimited liability ("action de commandité") and into three hundred thousand (300,000) shares with limited liability ("action de commanditaire") all the shares having no nominal value.

A share with unlimited liability remains in registered form and may be transferred only with the unanimous consent of all limited and unlimited shareholders.

The shares of the company with limited liability may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares with limited liability are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares with limited liability. The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

The company recognises only one single owner per share with limited liability. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the company.

The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s)."

3. Appointment of the private limited companies "Lamda Imports S.à r.l.", pre-named, LEGATO HOLDINGS S.à r.l., with registered office at L-5865 Alzingen, 32, rue de Roeser, R.C.S. Luxembourg B148944, and of the public limited company LEGATO S.A., with registered office at L-5865 Alzingen, 32, rue de Roeser, R.C.S. Luxembourg B39885, as members of the supervisory board until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2015.

4. Remodelling of the company's articles of association which will henceforth have the following wording:

"Title I. - Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There exists a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of "GRIGNAN MANAGEMENT S.à r.l. & CO S.C.A., société de gestion de patrimoine familial", which will be governed by the law of May 11, 2007 on the incorporation of companies managing family assets ("SPF") and by the amended law of August 10, 1915 on commercial companies, especially the articles 102 to 112.

It has one (1) unlimited shareholder (actionnaire commandité), indefinitely and jointly and severally liable for the company's debts, namely:

The private limited company (société à responsabilité limitée) "Grignan Management S.à r.l." having its registered office in the Grand-Duchy of Luxembourg.

Art. 2. The registered office of the company is established in the city of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the city of Luxembourg by a decision of the board of directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation, which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The object of the company is the acquisition, the holding, the management and the disposal of financial instruments in the largest sense and especially:

- a) any securities and other instruments, including shares and other instruments similar to shares, share quotas of companies and investment funds, bonds and other credit instruments, deposit certificates, notes and bills of exchange;
- b) certificates granting the right to acquire shares, bonds and other instruments by way of subscription, purchase or exchange;
- c) deferred financial instruments and instruments entailing a settlement in cash (payment instruments excluded), including money market instruments;
- d) any other certificate representing ownership, claims or securities;
- e) any instrument related to underlying financial data, any kind of index, raw materials, precious goods, food products, metal or commodity, any other good or risk;
- f) the claims or rights related to the various items under a) through e), whether these financial instruments are materialized or not, assignable by recording in an account or by handing over, in bearer or registered form, transferable by endorsement or not and whatever the applicable law.

The object of the company is furthermore the taking of participations in whichever form in domestic and foreign companies provided that there be no interference with the management of said companies.

It may also grant, free of any remuneration, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct participation.

The company must carry out its activity within the limits of the law of May 11, 2007 on the incorporation of companies managing family assets ("SPF").

Title II. - Capital, Shares

Art. 5. The corporate capital is set at six hundred and fifty five thousand Euro (EUR 655,000.-) divided into one (1) share with unlimited liability ("action de commandité") and into three hundred thousand (300,000) shares with limited liability ("action de commanditaire") all the shares having no nominal value.

A share with unlimited liability remains in registered form and may be transferred only with the unanimous consent of all limited and unlimited shareholders.

The shares of the company with limited liability may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares with limited liability are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares with limited liability.

The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

The company recognises only one single owner per share with limited liability. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the company.

The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

Art. 6. The shares of the company with limited liability may be freely transferred.

The shares of the company with unlimited liability may be transferred only in accordance with the conditions laid down in article 5, paragraph 2.

Title III. - Management

Art. 7. The company shall be managed by the unlimited shareholder, the private limited company (société à responsabilité limitée) "Grignan Management S.à r.l.", having its registered office in the Grand-Duchy of Luxembourg, (the "Manager")

The replacement of the Manager and the appointment of additional Managers shall be subject to the unanimous consent of all the limited and unlimited shareholders.

Art. 8. The Manager shall have the broadest powers to carry out all acts of administration and disposition in relation to the company. All powers not reserved by law or by these articles of association to the general meeting of shareholders or the supervisory board shall be within the competence of the Manager.

The general meeting of shareholders may decide to allocate a remuneration to the Manager.

Art. 9. The Manager, acting through its authorised signatories duly appointed by the attorneys (fondés de pouvoir) shall represent the company towards third parties and in judicial proceedings.

Title IV. - Supervision

Art. 10. The operations and business of the company as well as its financial situation, including in particular its books and accounts, shall be supervised by a supervisory board composed of at least three members, who do not need to be shareholders.

The members of the supervisory board shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall also determine their number. Their term of office will be a period not exceeding six years, and they shall remain in office until their successors are elected. They may be re-elected and they may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting of shareholders.

The members of the supervisory board which are corporate entities, shall be represented by such individuals as they shall designate.

In addition to the powers mentioned in the first paragraph of this article, the supervisory board shall be consulted on all matters submitted to it by the Manager.

Art. 11. The supervisory board shall choose a chairman from amongst its members. It shall also appoint a secretary who does not need to be a member of the supervisory board and who shall be responsible for taking the minutes of the meetings of the supervisory board.

The supervisory board shall meet upon call by its chairman. A meeting of the supervisory board must be convened if any two members or the Manager so request.

All meetings of the supervisory board shall be presided by the chairman, or, in his absence, by another member of the supervisory board acting pro tempore appointed by a simple majority vote of the members present and represented at the meeting.

Written notice of any meeting of the supervisory board shall be given by letter or fax or other means of written electronic communication to all members at least five days prior to the date scheduled for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of the emergency shall be set out in the notice of meeting. The notice of meeting shall indicate the place of the meeting and set out the agenda.

Prior notice may be waived by the written consent of each member of the supervisory board. No separate notice is required for meetings to be held at dates, times and places determined by a resolution previously adopted by the supervisory board.

Any member of the supervisory board may act at any meeting of the supervisory board by appointing in writing by letter, fax or other means of written electronic communication, another member as his proxy. The supervisory board may not validly deliberate or act unless a majority of its members is present or represented. Decisions shall be taken by a simple majority of the votes of members present or represented at the meeting. One or more members may participate

in a meeting by means of a telephone conference or by any other means of communication enabling all persons participating in the meeting to hear each other and speak to each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting. Written resolutions signed by all the members shall be proper and valid as if adopted at a duly convened and held meeting of the supervisory board. Written resolutions may be documented in a single written document or by several separate written documents with identical content.

Art. 12. The minutes of every meeting of the supervisory board shall be signed by the chairman of the meeting and the secretary. Proxies shall remain annexed thereto.

Copies or excerpts of such minutes which are intended to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by the secretary.

Title V. - General meetings

Art. 13. Any duly constituted general meeting of shareholders of the company shall represent the entire body of the shareholders, whether they hold unlimited or limited shares. Each unlimited share and each limited share entitles to one vote, without distinction.

Without prejudice to the Manager's powers, the general meeting of shareholders shall have the widest powers to carry out or ratify all acts affecting the company. The general meeting of shareholders shall however adopt and ratify measures concerning the company or amending the articles of association with the agreement of the Manager only.

The shareholders shall decide on the allocation of the results and the distribution of dividends upon proposal of the Manager.

Art. 14. The annual general meeting shall meet in Luxembourg, at the registered office, on the third Wednesday of the month of June at 11.00 a.m.. If such day is a legal public holiday, the annual general meeting shall take place on the next following business day.

Art. 15. The Manager, each unlimited shareholder and the supervisory board shall be entitled to convene a general meeting as often as they consider it necessary in the interest of the company. The Manager and the supervisory board are obliged to convene the general meeting so that it is held within one month where one or more shareholders representing at least 10% (ten per cent) of the share capital so request in writing while indicating the agenda.

Notices convening to any general meeting shall contain the agenda. Notice shall be given in accordance with the provisions of the law.

When all shareholders are present or represented at a general meeting, they may waive the prior notice.

Art. 16. An attendance list shall be drawn up at any general meeting.

It shall contain the names of the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them. The attendance list shall be signed by all the shareholders present and by the representatives of the shareholders represented and certified by the chairman of the meeting.

Each member of the general meeting shall have a number of votes equal to the number of shares which he holds and represents.

Art. 17. The general meeting shall be chaired by the Manager.

Unless otherwise determined by the general meeting, the general meeting shall be held without scrutineers.

The chairman the meeting shall appoint a secretary.

However, where all the shareholders are present or represented, they may decide to proceed without a chairman and without a secretary.

Art. 18. Save as otherwise provided by law or in the present articles of association, the general meeting shall validly deliberate irrespective of the number of shareholders present or represented and decisions shall be taken by the simple majority of the votes validly cast.

Art. 19. The deliberations of each general meeting shall be recorded in minutes signed by the chairman and the secretary of the general meeting, if there are such, and by the shareholders present and the representatives of shareholders who are represented.

Copies or extracts of such minutes shall be certified as true copies or extracts by the Manager, the chairman of the supervisory board or by two members of the supervisory board.

Title VI. - Accounting year, Allocation of profits

Art. 20. The accounting year of the company shall begin on January 1 and shall terminate on December 31 of each year.

As at 31st December of each year, the Manager shall draw up an inventory and the annual accounts in accordance with the law.

The Manager shall submit such documents, together with the management report, at least one month prior to the annual general meeting, to the supervisory board and to the independent auditor if any, who have to draw up their reports.

Art. 21. The general meeting shall hear the management report and acknowledge the reports of the supervisory board and the independent auditor if any. It shall deliberate on the annual accounts and, if it thinks fit, approve them.

Upon approval of the annual accounts, the general meeting shall deliberate by a special vote on the discharge of the Manager. That discharge shall only be valid if the annual accounts contain no omission or misstatement concealing the real situation of the company and, as regards acts carried out which fall outside the scope of the articles of association, if they have been specifically indicated in the convening notice of the general meeting.

Art. 22. After deduction of any and all of the expenses of the company and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the company. Of the net profits, five percent (5,00 %) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10,00 %) of the capital of the company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 23. With the Manager's agreement, the company may be dissolved by decision of the shareholders voting at the same quorum and majority conditions as required for the amendment of these articles of association.

The liquidation of the company will be carried out by one or more liquidators (who may be legal entities or individuals) appointed by the shareholders who will determine their powers."

Title VIII. - General provisions

Art. 24. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10, 1915 on commercial companies and the amendments hereto as well as in accordance with the law of May 11, 2007 on the incorporation of companies managing family assets ("SPF")."

II The shareholders present, or represented, the representatives of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, checked and signed "ne varietur" by the shareholders present, the representatives of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will be kept at the latter's office. The proxies of the represented shareholders, after having been signed "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary, will be annexed to the present deed in order to be submitted together with said deed to the registration formalities.

III As appears from the said attendance list, all the shares in circulation are represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the latter has taken the following resolutions unanimously:

First resolution

The meeting decides to adopt the object of a company managing family assets "une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)", the legal form of a corporate partnership limited by shares ("société en commandite par actions") and the name "GRIGNAN MANAGEMENT S.à r.l. & CO S.C.A., société de gestion de patrimoine familial" and to amend subsequently the related articles of association which will henceforth have the following wording:

"There exists a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of "GRIGNAN MANAGEMENT S.à r.l. & CO S.C.A., société de gestion de patrimoine familial", which will be governed by the law of May 11, 2007 on the incorporation of companies managing family assets ("SPF") and by the amended law of August 10, 1915 on commercial companies, especially the articles 102 to 112.

It has one (1) unlimited shareholder (actionnaire commandité), indefinitely and jointly and severally liable for the company's debts, namely: the private limited company (société à responsabilité limitée) "Grignan Management S.à r.l." having its registered office in the Grand-Duchy of Luxembourg."

"The object of the company is the acquisition, the holding, the management and the disposal of financial instruments in the largest sense and especially:

- a) any securities and other instruments, including shares and other instruments similar to shares, share quotas of companies and investment funds, bonds and other credit instruments, deposit certificates, notes and bills of exchange;
- b) certificates granting the right to acquire shares, bonds and other instruments by way of subscription, purchase or exchange;
- c) deferred financial instruments and instruments entailing a settlement in cash (payment instruments excluded), including money market instruments;
- d) any other certificate representing ownership, claims or securities;
- e) any instrument related to underlying financial data, any kind of index, raw materials, precious goods, food products, metal or commodity, any other good or risk;
- f) the claims or rights related to the various items under a) through e), whether these financial instruments are materialized or not, assignable by recording in an account or by handing over, in bearer or registered form, transferable by endorsement or not and whatever the applicable law.

The object of the company is furthermore the taking of participations in whichever form in domestic and foreign companies provided that there be no interference with the management of said companies.

It may also grant, free of any remuneration, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct participation.

The company must carry out its activity within the limits of the law of May 11, 2007 on the incorporation of companies managing family assets ("SPF")."

Second resolution

The meeting decides to exchange the three hundred and twenty thousand (320,000) shares without a nominal value against one (1) share with unlimited liability ("action de commandité") without a nominal value and three hundred thousand (300,000) shares with limited liability ("actions de commanditaire") without a nominal value, to allocate the one (1) share with unlimited liability to the private limited company "Grignan Management S.à r.l." and to allocate the three hundred thousand (300,000) shares with limited liability to:

- the private limited company "Grignan Management S.à r.l.", pre-named, one (1) share with limited liability without a nominal value,

- the private limited company "Lamda Imports S.à r.l.", pre-named, two hundred ninety nine thousand nine hundred and ninety nine (299,999) shares with limited liability without a nominal value.

The meeting decides to amend subsequently the related article of association which will henceforth have the following wording:

"The corporate capital is set at six hundred and fifty five thousand Euro (EUR 655,000.-) divided into one (1) share with unlimited liability ("action de commandité") and into three hundred thousand (300,000) shares with limited liability ("action de commanditaire") all the shares having no nominal value.

A share with unlimited liability remains in registered form and may be transferred only with the unanimous consent of all limited and unlimited shareholders.

The shares of the company with limited liability may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares with limited liability are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares with limited liability.

The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

The company recognises only one single owner per share with limited liability. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the company.

The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s)."

Third resolution

The meeting decides to appoint the private limited companies "Lamda Imports S.à r.l.", pre-named, "LEGATO HOLDINGS S.à r.l.", pre-named, and the public limited company "LEGATO S.A.", pre-named, as members of the supervisory board statutory auditors until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2016.

Fourth resolution

The meeting decides to remodel the company's articles of association which will henceforth have the wording determined in point 4. of the agenda.

Expenses

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed is estimated at about one thousand eight hundred euro (1.800.- EUR).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the attorney, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same attorney and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, The present notarial deed was drawn up at Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their surname, Christian name, civil status and residence, the appearing persons have signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le trente avril.

Pardevant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding "GRIGNAN HOLDING", ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg section B numéro 36665, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Paul HENCKS, alors notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 25 mars 1991, publié dans le Mémorial C numéro 373 de 1991, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en rapport avec l'adoption de l'Euro comme devise du capital par acte sous seing privé en date du 20 décembre 2001, publié au Mémorial C numéro 650 du 26 avril 2002.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Jacobus Theodorus VAN TONDER, administrateur de sociétés, demeurant à L-9806 Hosingen, 1, rue Haaptstrooss, qui désigne comme secrétaire Monsieur Jacobus Christoffel VAN TONDER, administrateur de sociétés, demeurant à L-5865 Luxembourg, 32, rue de Roeser.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Aletta Catharina VAN TONDER-ROELFSE, administrateur de sociétés, demeurant à L-5865 Luxembourg, 32, rue de Roeser.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Adoption par la société de l'objet social d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»), de la forme juridique d'une société en commandite par actions, de la dénomination "GRIGNAN MANAGEMENT S.à r.l. & CO S.C.A., société de gestion de patrimoine familial" et modification subséquente des articles afférents des statuts qui auront dorénavant la teneur suivante:

"Il existe une société en commandite par action sous la dénomination de "GRIGNAN MANAGEMENT S.à r.l. & CO S.C.A., société de gestion de patrimoine familial", qui sera soumise à la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») et à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales notamment les articles 102 à 112.

Elle compte un (1) associé commandité, indéfiniment et solidairement tenu des dettes de la société, à savoir:

La société à responsabilité limitée "Grignan Management S.à r.l." avec siège social au Grand-Duché de Luxembourg".

"La société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'instruments financiers au sens le plus large et notamment:

a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce;

b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange;

c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire;

d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières;

e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques;

f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non-endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable.

La société a en outre pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères à condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de ces sociétés.

Elle peut aussi accorder sans rémunération des prêts, avances et garanties aux sociétés dans lesquelles elle a une participation directe.

La société doit exercer son activité dans les limites tracées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

2. Echange des trois cent vingt mille (320.000) actions sans désignation de valeur nominale contre une (1) action de commandité sans désignation de valeur nominale et trois cent mille (300.000) actions de commanditaire sans désignation de valeur nominale et attribution d'une (1) action de commandité à la société à responsabilité limitée "Grignan Management S.à r.l.", avec siège social à L-9806 Hosingen, Grand-Duché de Luxembourg, 1, rue Haaptstrooss, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, et des trois cent mille (300.000) actions de commanditaire de la manière suivante:

- la société à responsabilité limitée "Grignan Management S.à r.l.", pré-nommée, une (1) action de commanditaire sans désignation de valeur nominale,

- la société à responsabilité limitée "Lamda Imports S.à r.l." avec siège social à L-9806 Hosingen, 1, rue Haaptstrooss, R.C.S. Luxembourg B151867, deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (299,999) actions de commanditaire sans désignation de valeur nominale.

Modification subséquente de l'article afférent des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

"Le capital social est fixé à six cent cinquante-cinq mille Euros (EUR 655.000,-) représenté par une (1) action de commandité et par trois cent mille (300.000) actions de commanditaire, toutes les actions étant sans désignation de valeur nominale.

L'action de commandité restera nominative et pourra être transférée seulement avec l'accord unanime de tous les actionnaires commandités et commanditaires. Les actions de commanditaire de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions de commanditaire peuvent aussi être nominatives ou au porteur au gré de l'actionnaire.

La société pourra procéder au rachat de ses propres actions de commanditaire, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action de commanditaire. Dans le cas où une ou plusieurs actions sont détenues conjointement ou lorsque la propriété d'une ou de plusieurs actions font l'objet d'un contentieux, l'ensemble des personnes revendiquant un droit sur ces actions doit désigner un mandataire afin de représenter cette ou ces actions à l'égard de la société.

L'absence de la désignation d'un tel mandataire implique la suspension de tous les droits attachés à cette ou ces actions."

3. Nomination des sociétés à responsabilité limitée "Lamda Imports S.à r.l.", pré-nommée, "LEGATO HOLDINGS S.à r.l.", avec siège social L-5865 Luxembourg, 32, rue de Roeser, R.C.S. Luxembourg B148944, et de la société anonyme "LEGATO S.A.", avec siège social à L-5865 Alzingen, 32, rue de Roeser, comme membres du conseil de surveillance jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.

4. Refonte des statuts de la société qui auront dorénavant la teneur suivante:

"Titre I^{er} . - Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il existe une société en commandite par action sous la dénomination de "GRIGNAN MANAGEMENT S.à r.l. & CO S.C.A., société de gestion de patrimoine familial", qui sera soumise à la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») et par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales notamment les articles 102 à 112.

Elle compte un (1) associé commandité, indéfiniment et solidairement tenu des dettes de la société, à savoir:

La société à responsabilité limitée "Grignan Management S.à r.l." avec siège social au Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la ville de Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la ville de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura, cependant, aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'instruments financiers au sens le plus large et notamment:

a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce;

b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange;

c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire;

d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières;

e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques;

f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non-endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable.

La société a en outre pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères à condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de ces sociétés.

Elle peut aussi accorder sans rémunération des prêts, avances et garanties aux sociétés dans lesquelles elle a une participation directe.

La société doit exercer son activité dans les limites tracées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à six cent cinquante-cinq mille Euros (EUR 655.000,-) représenté par une (1) action de commandité et par trois cent mille (300.000) actions de commanditaire, toutes les actions étant sans désignation de valeur nominale.

L'action de commandité restera nominative et pourra être transférée seulement avec l'accord unanime de tous les actionnaires commandités et commanditaires. Les actions de commanditaire de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions de commanditaire peuvent aussi être nominatives ou au porteur au gré de l'actionnaire.

La société pourra procéder au rachat de ses propres actions de commanditaire, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action de commanditaire. Dans le cas où une ou plusieurs actions sont détenues conjointement ou lorsque la propriété d'une ou de plusieurs actions font l'objet d'un contentieux, l'ensemble des personnes revendiquant un droit sur ces actions doit désigner un mandataire afin de représenter cette ou ces actions à l'égard de la société.

L'absence de la désignation d'un tel mandataire implique la suspension de tous les droits attachés à cette ou ces actions.

Art. 6. Les actions de commanditaire de la société peuvent être transférées librement.

Les actions de commandité de la société ne peuvent être cédées que dans les conditions précisées à l'article 5 alinéa 2.

Titre III. - Administration

Art. 7. La société est gérée par l'associé commandité la société à responsabilité limitée "Grignan Management S.à r.l.", ayant son siège social au Grand-Duché de Luxembourg (le "Gérant").

Le remplacement du Gérant ainsi que la nomination de Gérants supplémentaires ne peuvent intervenir que du consentement unanime de tous les actionnaires commandités et commanditaires.

Art. 8. Le Gérant a les pouvoirs les plus larges pour effectuer tous les actes d'administration et de disposition de la société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires ou au conseil de surveillance appartiennent au Gérant.

L'assemblée générale des actionnaires peut allouer une rémunération au Gérant.

Art. 9. Le Gérant, par l'intermédiaire de ses fondés de pouvoir, représente la société à l'égard des tiers et en justice.

Titre IV. - Surveillance

Art. 10. Les opérations et affaires de la société et sa situation financière, comprenant en particulier ses livres et comptes, sont contrôlées par un conseil de surveillance composé d'au moins trois membres, actionnaires ou non.

Les membres du conseil de surveillance sont élus par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leur nombre, pour une période ne dépassant pas six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles; ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution adoptée par l'assemblée générale des actionnaires.

Pour autant que les membres du conseil de surveillance sont des personnes morales, celles-ci sont représentées par des personnes physiques qu'elles désignent.

Outre les pouvoirs mentionnés au premier alinéa du présent article, le conseil de surveillance donne son avis sur toutes les questions que le Gérant lui soumet.

Art. 11. Le conseil de surveillance choisit parmi ses membres un président. Il choisit également un secrétaire qui n'a pas besoin d'être membre du conseil de surveillance et qui est responsable de la tenue des procès verbaux des réunions du conseil de surveillance.

Le conseil de surveillance se réunit sur la convocation du président. Une réunion du conseil doit être convoquée si deux membres ou le Gérant le demandent.

Le président préside toutes les réunions du conseil de surveillance, mais en son absence le conseil de surveillance désigne à la majorité simple des voix des membres présents à cette réunion un autre membre du conseil de surveillance comme président pro tempore.

Avis écrit de toute réunion du conseil de surveillance est donné par lettre ou télécopie à tous les membres au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence est mentionnée dans l'avis de convocation. La convocation indique le lieu de la réunion et contient l'ordre du jour.

Il peut être renoncé à cette convocation à la suite de l'assentiment écrit (y compris par lettre ou télécopie) de chaque membre du conseil de surveillance. Une convocation spéciale n'est pas requise pour les réunions se tenant aux jours, heures et endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de surveillance.

Tout membre du conseil de surveillance peut se faire représenter aux réunions du conseil de surveillance en désignant par écrit, y compris par lettre ou télécopie, un autre membre comme son mandataire. Le conseil de surveillance ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés lors de la réunion. Un ou plusieurs membres peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication permettant à toutes les personnes participantes de s'entendre et de se parler. Une telle participation est considérée comme équivalant à une présence physique à la réunion. Une décision écrite signée par la totalité des membres est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du conseil de surveillance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée par un seul écrit ou par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu.

Art. 12. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil de surveillance sont signés par le président de la réunion et par le secrétaire. Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par le secrétaire.

Titre V. - Assemblées générales

Art. 13. Toute assemblée générale des actionnaires de la société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires, qu'ils détiennent des actions de commandité ou des actions de commanditaire. Chaque action de commandité et chaque action de commanditaire donne droit à une voix, indistinctement.

Sous réserve des pouvoirs du Gérant, l'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus larges pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société. Cependant l'assemblée générale des actionnaires n'adoptera et ne ratifiera les actes qui intéressent la société à l'égard des tiers ou qui modifient les statuts qu'avec l'accord du Gérant.

Les actionnaires décideront de l'affectation du résultat et de la distribution de dividendes sur proposition du Gérant, mais sans que le consentement de celui-ci soit requis.

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit à Luxembourg au siège social, le troisième mercredi du mois de juin à onze heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'Assemblée a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Art. 15. Le Gérant, chaque actionnaire commandité ainsi que le conseil de surveillance sont en droit de convoquer l'assemblée générale aussi souvent qu'ils jugent que les intérêts de la société le nécessitent. Le Gérant et le conseil de surveillance sont obligés de la convoquer de façon qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois lorsqu'un ou plusieurs actionnaires représentant 10% (dix pour cent) du capital social au moins le demandent par écrit en indiquant l'ordre du jour.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites conformément aux dispositions légales.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale, ils peuvent renoncer à la convocation préalable.

Art. 16. A chaque réunion de l'assemblée générale, il est tenu une liste de présence.

Elle contient les dénominations des actionnaires présents ou représentés et le nombre des actions possédées par chacun d'eux. Cette feuille est signée par tous les actionnaires présents et les représentants des actionnaires représentés et certifiée par le président.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède et représente d'actions.

Art. 17. L'assemblée est présidée par le Gérant.

Sauf décision contraire prise par elle, l'Assemblée siège sans scrutateurs.

Le Gérant qui préside l'assemblée nomme un secrétaire.

Toutefois, lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, ils peuvent décider de siéger sans président et sans secrétaire.

Art. 18. Sauf dans les cas où la loi ou les présents statuts en disposent autrement, l'assemblée générale délibère valablement quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions représentées et les décisions sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées.

Art. 19. Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire de chaque assemblée, s'il y en a, ainsi que par les actionnaires présents et les représentants des actionnaires représentés.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés conformes par le Gérant, le président du conseil de surveillance ou par deux membres du conseil de surveillance.

Titre VI. - Exercice social, Comptes sociaux, Bénéfices, Répartitions

Art. 20. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Au 31 décembre de chaque année, le Gérant dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi.

Le Gérant remet ces pièces ainsi que le rapport de gestion, un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle, au conseil de surveillance et au réviseur d'entreprises s'il y a lieu qui doivent faire leurs rapports.

Art. 21. L'assemblée générale entend le rapport de gestion et prend connaissance des rapports du conseil de surveillance et du réviseur d'entreprises s'il y a lieu. Elle discute les comptes annuels et, si elle l'estime approprié, les adopte.

Après l'adoption des comptes annuels, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge du Gérant. Cette décharge n'est valable que si les comptes annuels ne contiennent ni omission, ni indication fautive, dissimulant la situation réelle de la société, et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Art. 22. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5,00 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 23. Avec l'accord du Gérant, la société peut être dissoute par une décision des actionnaires votant dans les mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour les modifications statutaires, sauf disposition contraire de la loi.

La liquidation de la société s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales) nommés par les actionnaires qui détermineront leurs pouvoirs.»

Titre VIII. - Dispositions générales

Art. 24. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives ainsi qu'à celles de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

II Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été contrôlée et signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, sera gardée à l'étude de celui-ci.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide d'adopter l'objet social d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»), la forme juridique d'une société en commandite par actions, la dénomination "GRIGNAN MANAGEMENT S.à r.l. & CO S.C.A., société de gestion de patrimoine familial" et de modifier en conséquence les articles afférents des statuts qui auront dorénavant la teneur suivante:

"Il existe une société en commandite par action sous la dénomination de "GRIGNAN MANAGEMENT S.à r.l. & CO S.C.A., société de gestion de patrimoine familial qui sera soumise à la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») et par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales notamment les articles 102 à 112.

Elle compte un (1) associé commandité, indéfiniment et solidairement tenu des dettes de la société, à savoir: la société à responsabilité limitée "Grignan Management S.à r.l." avec siège social au Grand-Duché de Luxembourg."

"La société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'instruments financiers au sens le plus large et notamment:

a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce;

b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange;

c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire;

d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières;

e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques;

f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non-endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable.

La société a en outre pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères à condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de ces sociétés.

Elle peut aussi accorder sans rémunération des prêts, avances et garanties aux sociétés dans lesquelles elle a une participation directe. La société doit exercer son activité dans les limites tracées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'échanger les trois cent vingt mille (320.000) actions sans désignation de valeur nominale contre une (1) action de commandité sans désignation de valeur nominale et trois cent mille (300.000) actions de commanditaire sans désignation de valeur nominale, d'allouer une (1) action de commandité à la société à responsabilité limitée "Grignan Management S.à r.l.", avec siège social à L-9806 Hosingen, Grand-Duché de Luxembourg, 1, rue Haaptstroos, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, et d'allouer les trois cent mille (300.000) actions de commanditaire à:

- la société à responsabilité limitée "Grignan Management S.à r.l.", pré-nommée, une (1) action de commanditaire sans désignation de valeur nominale,

- la société à responsabilité limitée "Lamda Imports S.à r.l.", pré-nommée, deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (299,999) actions de commanditaire sans désignation de valeur nominale.

L'assemblée décide de modifier dès lors de l'article afférent des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

"Le capital social est fixé à six cent cinquante-cinq mille Euros (EUR 655.000,-) représenté par une (1) action de commandité et par trois cent mille (300.000) actions de commanditaire, toutes les actions étant sans désignation de valeur nominale.

L'action de commandité restera nominative et pourra être transférée seulement avec l'accord unanime de tous les actionnaires commandités et commanditaires. Les actions de commanditaire de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions de commanditaire peuvent aussi être nominatives ou au porteur au gré de l'actionnaire.

La société pourra procéder au rachat de ses propres actions de commanditaire, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action de commanditaire. Dans le cas où une ou plusieurs actions sont détenues conjointement ou lorsque la propriété d'une ou de plusieurs actions font l'objet d'un contentieux, l'ensemble des personnes revendiquant un droit sur ces actions doit désigner un mandataire afin de représenter cette ou ces actions à l'égard de la société.

L'absence de la désignation d'un tel mandataire implique la suspension de tous les droits attachés à cette ou ces actions."

Troisième résolution

Nomination des sociétés à responsabilité limitée "Lamda Imports S.à r.l.", pré-nommée, "LEGATO HOLDINGS S.à r.l.", pré-nommée, et la société anonyme "LEGATO S.A.", pré-nommée, comme membres du conseil de surveillance jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

Quatrième résolution

L'assemblée décide une refonte des statuts de la société qui auront dorénavant la teneur déterminée au point 4. de l'ordre du jour.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, s'élève à environ mille huit cents euros (1.800.- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française. A la requête du même mandataire et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Roelofse, Van Tonder, Van Tonder, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg, le 30 avril 2010. Relation: LAC/2010/19153. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

Le Receveur (signé): SANDT.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 4 juin 2010.

Référence de publication: 2010082120/686.

(100092987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2010.

Swiss & Global Multicash Advisory S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 25, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 85.420.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendzehn, den ersten Juni.

Vor dem unterzeichneten Maître Jean SECKLER, Notar mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die Aktiengesellschaft "Swiss & Global Multibond Advisory S.A.H.", mit Sitz in L-1661 Luxembourg, 25, Grand-Rue, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 85427,

hier vertreten durch Herrn Klaus KRUMNAU, Jurist, beruflich wohnhaft in L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon, auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift, welche Vollmacht vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar "ne varietur" unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht ihre Erklärungen und Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

I. Dass die Aktiengesellschaft "Swiss & Global Multicash Advisory S.A.H.", mit Sitz in L-1661 Luxembourg, 25, Grand-Rue, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 85420, (hiernach die "Gesellschaft"), ursprünglich gegründet wurde unter der Bezeichnung "Julius Baer Multicash Advisory", gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Paul DECKER, mit dem damaligen Amtssitz in Luxemburg-Eich, am 8. Januar 2002, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 388 vom 9. März 2002,

und dass deren Satzungen abgeändert wurden gemäß Urkunden aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 18. September 2009, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2087 vom 23. Oktober 2009, enthaltend die Abänderung in ihre jetzige Gesellschaftsbezeichnung.

II. Dass das Gesellschaftskapital fünfundsiebzigtausend Euro (75.000,- EUR) beträgt, aufgeteilt in fünfundsiebzig (75) Aktien mit einem Nennwert von jeweils eintausend Euro (1.000,- EUR).

III. Dass die erschienene Partei die alleinige Aktieninhaberin der Gesellschaft ist (die "Alleingeschafterin").

IV. Dass die Alleingeschafterin beschließt die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen und zu liquidieren.

V. Dass die Alleingeschafterin die finanzielle Situation sowie die Statuten der Gesellschaft bestens kennt.

VI. Dass die Alleingeschafterin sich selbst zum Liquidator der Gesellschaft bestimmt.

VII. Dass die Alleingeschafterin, in ihrer Funktion als Liquidator, erklärt alle Aktiva und Passiva der Gesellschaft, mit wirtschaftlicher Wirkung zum 1. Januar 2010, übernommen zu haben und für alle noch unbekanntes und noch ausstehende Passiva zu bürgen, mithin sich unwiderruflich zu verpflichten sämtliche bekannten wie selbst unbekanntes ausstehende Passiva zu begleichen, wodurch alle Passiva seitens der Gesellschaft als beglichen gelten und folglich alle verbliebenen Aktiva an die Alleingeschafterin zu übertragen sind.

VIII. Dass den Mitgliedern des Verwaltungsrates und dem Aufsichtskommissar volle Entlast für die Ausübung ihrer Mandate erteilt wird.

IX. Dass die Liquidation als ausgeführt und abgeschlossen zu betrachten ist.

X. Dass das Aktienregister annulliert worden ist.

XI. Dass die Geschäftsbücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft während mindestens fünf Jahren am ehemaligen Gesellschaftssitz in L-1661 Luxembourg, 25, Grand-Rue, aufbewahrt werden.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr siebenhundertfünfzig Euro.

WORÜBER URKUNDE, Errichtet in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei, namens handelnd wie hier-
vor erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwär-
tige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Klaus KRUMNAU, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 07 juin 2010. Relation: GRE/2010/1917. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés
et Associations.

Junglinster, den 15. Juni 2010.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2010074815/58.

(100086145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2010.

Tyrol Acquisition 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 11.773.067,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 120.609.

—
EXTRAIT

En date du 31 mai 2010, les associés de la Société ont accepté la démission de Gary Douglas Puckett et Matthias Calice
en tant que gérants de classe B de la Société avec effet au 31 mai 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2010.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2010076156/15.

(100086691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2010.

Swiss & Global Multistock Advisory S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 25, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 85.426.

—
AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendzehn, den ersten Juni.

Vor dem unterzeichneten Maître Jean SECKLER, Notar mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die Aktiengesellschaft "Swiss & Global Multibond Advisory S.A.H.", mit Sitz in L-1661 Luxembourg, 25, Grand-Rue,
eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 85427,

hier vertreten durch Herrn Klaus KRUMNAU, Jurist, beruflich wohnhaft in L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon, auf
Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift, welche Vollmacht vom Bevollmächtigten und dem amtierenden
Notar "ne varietur" unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu
werden.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiervor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht ihre Erklärungen und
Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

I. Dass die Aktiengesellschaft "Swiss & Global Multistock Advisory S.A.H.", mit Sitz in L-1661 Luxembourg, 25, Grand-
Rue, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 85426, (hiernach
die "Gesellschaft"), ursprünglich gegründet wurde unter der Bezeichnung "Julius Baer Multistock Advisory", gemäß Ur-
kunde aufgenommen durch Notar Paul DECKER, mit dem damaligen Amtssitz in Luxemburg-Eich, am 8. Januar 2002,
veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 375 vom 7. März 2002,

und dass deren Satzungen abgeändert wurden gemäß Urkunden aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit
dem Amtssitz in Luxemburg, am 18. September 2009, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,
Nummer 2216 vom 12. November 2009, enthaltend die Abänderung in ihre jetzige Gesellschafts-bezeichnung.

II. Dass das Gesellschaftskapital fünfundsiebzigtausend Euro (75.000,- EUR) beträgt, aufgeteilt in fünfundsiebzig (75)
Aktien mit einem Nennwert von jeweils eintausend Euro (1.000,- EUR).

III. Dass die erschienene Partei die alleinige Aktieninhaberin der Gesellschaft ist (die "Alleingeschafterin").

IV. Dass die Alleingeschafterin beschließt die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen und zu liquidieren.

V. Dass die Alleingeschafterin die finanzielle Situation sowie die Statuten der Gesellschaft bestens kennt.

VI. Dass die Alleingeschafterin sich selbst zum Liquidator der Gesellschaft bestimmt.

VII. Dass die Alleingeschafterin, in ihrer Funktion als Liquidator, erklärt alle Aktiva und Passiva der Gesellschaft, mit wirtschaftlicher Wirkung zum 1. Januar 2010, übernommen zu haben und für alle noch unbekanntes und noch ausstehende Passiva zu bürgen, mithin sich unwiderruflich zu verpflichten sämtliche bekannten wie selbst unbekanntes ausstehende Passiva zu begleichen, wodurch alle Passiva seitens der Gesellschaft als beglichen gelten und folglich alle verbliebenes Aktiva an die Alleingeschafterin zu übertragen sind.

VIII. Dass den Mitgliedern des Verwaltungsrates und dem Aufsichtskommissar volle Entlast für die Ausübung ihrer Mandate erteilt wird.

IX. Dass die Liquidation als ausgeführt und abgeschlossen zu betrachten ist.

X. Dass das Aktienregister annulliert worden ist.

XI. Dass die Geschäftsbücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft während mindestens fünf Jahren am ehemaligen Gesellschaftssitz in L-1661 Luxemburg, 25, Grand-Rue, aufbewahrt werden.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr siebenhundertfünfzig Euro.

WORÜBER URKUNDE Errichtet in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei, namens handelnd wie hier vor erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Klaus KRUMNAU, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 07 juin 2010. Relation: GRE/2010/1914. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 15. Juni 2010.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2010074823/58.

(100086200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2010.

Cambone Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 129.874.

Le bilan au 31 décembre 2009 dûment approuvé, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincere et conforme

Cambone Holdings S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010076231/13.

(100087785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Duke Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 130.296.

Extrait des résolutions des associés en date du 31 mai 2010

En date du 31 mai 2010, les associés ont décidé comme suit:

- d'accepter les démissions de:

* Monsieur Hille-Paul Schut de sa fonction de Gérant de classe B et ce avec effet immédiat;

* Monsieur Jan Willem Overheul de sa fonction de Gérant de classe B et ce avec effet immédiat;

- d'accepter les nominations de:

* Mademoiselle Alexandra Petitjean, née le 22 juillet 1979 à Remiremont, France, ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en qualité de Gérant de classe B de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

* Monsieur Eric Lechat, né le 21 février 1980 à Louvain, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en qualité de Gérant de classe B de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 18 juin 2010.

Pour extrait analytique conforme

Marie-Pierre Ghedin

Référence de publication: 2010077223/22.

(100087123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2010.

CEP II Starck S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 121.535.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n°58789 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010076233/10.

(100087589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Childcare Development International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 34, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 154.010.

—
STATUTES

In the year two thousand and ten, the eighteenth of June,

Before Maître Joseph ELVINGER, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appears:

INDUSTRI KAPITAL 2007 LIMITED, with registered office as at 30-32 New Street, St. Helier, Jersey Channel Islands JE2 3RA acting in its capacity as general partner of the Industri Kapital 2007 GP LP which in turn is the General Partner of the following Limited Partnerships, all governed under the Law of England and Wales:

Industri Kapital 2007 Limited Partnership I

Industri Kapital 2007 Limited Partnership II

Industri Kapital 2007 Limited Partnership III

Industri Kapital 2007 Limited Partnership IV

and also acting as agent of Alpha IAB Co-Investment AB.

The founders are here represented by Mrs Catherine Dessoy, "Avocat à la Cour", having its professional address at L-1461 Luxembourg, 31 rue d'Eich by virtue of a proxy given under private seal.

The beforesaid proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such party has requested the notary to draw up the following by-laws of a "société à responsabilité limitée" ("the Company") which it declares to incorporate.

Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", limited liability company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the laws of August 10th, 1915 on commercial companies on "sociétés à responsabilité limitée", as amended, and the present articles of incorporation.

At any moment, a sole shareholder may join with one or more joint shareholders and, in the same way, the following shareholders may adopt the appropriate measures to restore the unipersonal character of the Company. As long as the Company remains with one sole shareholder, he exercises the powers devolved to the General Meeting of shareholders.

Art. 2. The Company's name is "Childcare Development International S.à r.l.".

Art. 3. The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed, including authorising its subsidiaries to do the same; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose, however without taking advantage of the Act of July 31st, 1929, on Holding Companies.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

Capital - Shares

Art. 8.

8.1 The Company's capital is set at EUR 12.500,- (twelve thousand and five hundred euros), represented by 12.500 (twelve thousand and five hundred) shares of EUR 1,- (one Euro) each.

8.2. The subscribed share capital may be changed at any time by decision of the sole shareholder or, as the case may be, by decision of the shareholders' meeting deliberating in the same manner provided for amendments to the articles of association.

8.3. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is further authorised and empowered to issue convertible bonds or not, or assimilated instruments or bonds with subscription rights or to issue any debt financial instruments convertible or not, into shares under the conditions to be set by the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers, provided however that, in case of convertible bonds or assimilated instruments, these bonds or instruments are not be issued to the public and that upon conversion, article 189 of the law of 10th August 1915, as amended, on commercial companies, will be complied with.

Art. 9. Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

Art. 10. The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-members unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Management

Art. 11. The Company is managed by one or more managers either shareholders or not, appointed by the shareholders with or without limitation of their period of office.

The manager(s) may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

The powers and the remuneration of any managers possibly appointed to or in place of the first managers will be determined in the act of nomination.

In the case of one sole manager, the sole signature of this manager shall bind the Company.

In case of plurality of managers, the Company will be bound by the joint-signature of any two managers.

Art. 12. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

The company shall indemnify any manager and his heirs, executors and administrators, against expenses, damages, compensation and costs reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement, and only to the extent the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 13. Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Meeting of the boards of managers will be validly held provided that there are less managers in attendance in the United Kingdom than managers in attendance in Luxembourg, present or represented. Regardless of the number of managers present, a quorum of managers residing in the United Kingdom cannot be made at any time.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

Art. 14. Each shareholder shall have the right to appoint a representative to attend as an observer each and every meeting of the Board of managers, and each and every meeting of any committee of such boards. The appointment and removal of such a representative shall be by written notice from the shareholder -who has appoint, in the case of a removal, or willing to appoint an observer- to the Company and shall take effect upon the delivery thereof at the Company's registered office or at any meeting of the Board of managers or any committee thereof.

Shareholders decisions

Art. 15. Shareholders decisions are taken by shareholder's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

Art. 16. Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the law of August 10th, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

Financial year - Balance sheet

Art. 17. The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

Art. 18. Each year, as of the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 19. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

Art. 20. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Interim dividend

Art. 21. Notwithstanding the provisions of the article twenty, the general meeting of partners of the Company, by the majority vote determined by the Law for payment of dividend, upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a recent interim statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager itself (as the case may be), and showing that sufficient reserves are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be allocated to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

Winding-up - Liquidation

Art. 22. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro-rata of their participation in the share capital of the company.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Applicable law

Art. 23. The laws here above mentioned in article 1st shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitory measures

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on December 31, 2010.

Subscription - Payment

Thereupon Industri Kapital 2007 Limited, prenamed, acting on the above capacity, represented by Mrs Catherine Dessoy by virtue of the aforementioned proxy;

declared to subscribe in the name and on behalf of Industri Kapital 2007 Limited Partnerships I-IV and Alpha IAB Co-Investment AB to the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares which will be allocated as above, and to have them fully paid up by payment in cash, as follows:

	Number of shares	Shares No- minal
Industri Kapital 2007 Limited Partnership I	2.987	2.987-EUR
Industri Kapital 2007 Limited Partnership II	2.818	2.818-EUR
Industri Kapital 2007 Limited Partnership III	3.140	3.140-EUR
Industri Kapital 2007 Limited Partnership IV	3.518	3.518-EUR
Alpha IAB Co-Investment AB	37	37 -EUR
Total	12.500	12.500-EUR

so that from now on the company has at its free and entire disposal the amount of 12.500,-EUR (twelve thousand and five hundred euros) as was certified to the undersigned notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about three thousand euro.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Are appointed as manager for an undetermined duration of the Company:

Mr James Yates, with professional address at Brettenham House, 5, Lancaster Place, London WC2E 7EN, United Kingdom, born on the 22nd of June 1972 in Chelmsford, United Kingdom

Mr Shaun Johnston, with professional address at 30-32 New Street, St. Helier, Jersey JE2 3RA, Channel Islands, born on the 14th of June 1965 in Birmingham, United Kingdom

Mrs Sandrine Anton, with professional address at 35, Allée Scheffer L-2520 Luxembourg, born on the 21st of June 1972 in Algrange, France

Mrs Catherine Dessoy, with professional address at 31 rue d'Eich L-1461 Luxembourg, born on the 14th of December 1963 in Namur, Belgium

The Company shall be bound in accordance with article eleven of the By-Laws.

2) The Company shall have its registered office at L-2520 Luxembourg, 35, Allée Scheffer.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille dix, le dix huit juin.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Comparaît:

INDUSTRI KAPITAL 2007 LIMITED, ayant son siège social au 30-32 New Street, St. Helier, Jersey Channel Islands JE2 3RA, agissant en sa qualité de «General Partner» de Industri Kapital 2007 GP LP, lui-même agissant en sa qualité de «General Partner» des «Limited Partnerships» suivants, régis par le droit anglais:

Industri Kapital 2007 Limited Partnership I

Industri Kapital 2007 Limited Partnership II

Industri Kapital 2007 Limited Partnership III

Industri Kapital 2007 Limited Partnership IV

ainsi qu'en tant qu'agent de Alpha IAB Co-Investment AB,

Fondateurs ici représentés par Maître Catherine Dessoy, Avocat à la cour, ayant son adresse professionnelle à L-1461 Luxembourg, 31 rue d'Eich, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée (la "Société") qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Objet - Durée.

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sur les sociétés à responsabilité limitée, telles que modifiées, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs partenaires et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la société. Aussi longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale des associés.

Art. 2. La dénomination de la société sera "Childcare Development International S.à r.l."

Art. 3. L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie de parts sociales ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que

ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée, incluant des autorisations à ses filiales pour faire la même chose; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, sans vouloir toutefois bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

Capital - Parts sociales

Art. 8.

8.1 Le capital social est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cent euros), représenté par 12.500,- (douze mille cinq cents) parts sociales de EUR 1,- (un euro) chacune.

8.2 Le capital souscrit peut être modifié sur décision de l'associé unique ou, comme cela peut être le cas, par décision de l'assemblée des associés statuant de la même manière que pour une modification des statuts.

8.3 Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance seront de plus autorisés et habilités à émettre des obligations convertibles ou non, ou des instruments assimilés ou des obligations avec droits de souscription ou d'émettre tous instruments financiers convertibles ou non, en parts sociales à des conditions établies par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance, pour autant cependant que ces obligations ou instruments ne soient pas émis au public et que, dans le cas d'obligations convertibles ou instruments assimilés, au moment de la conversion, l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel que modifié, soit respecté.

Art. 9. Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par les associés avec ou sans limitation de leur mandat.

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

S'il n'y a qu'un seul gérant, la société sera valablement engagée à l'égard des tiers par la seule signature d'un gérant unique.

En cas de pluralité de gérants, la société sera engagée par la signature conjointe de deux gérants.

Art. 12. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société indemniserà tout gérant et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais, dommages, coûts et indemnités raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de gérants, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire/associée ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où

ils auraient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans le cas où la Société serait informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

Art. 13. Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement qu'autant que le nombre de gérants assistant du Royaume-Uni soit inférieur au nombre de gérants présents au Luxembourg, présents ou représentés. Indépendamment du nombre des gérants présents, un quorum de gérants résidant au Royaume-Uni ne peut être réuni à chaque conseil.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme ou télex un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

Art. 14. Chaque associé a le droit de nommer un représentant pour assister en tant qu'observateur à chaque conseil de gérance et à chaque réunion, ou chaque comité lié à ces conseils de gérance. La nomination et révocation d'un tel représentant devront être notifiées par écrit à la Société –ayant nommé, dans le cas d'une révocation, ou voulant nommer un observateur- par l'associé et prendront effet dès réception de la notification au siège social de la Société ou à toute réunion du conseil de gérance ou tout comité lié.

Décisions des associés

Art. 15. Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

Art. 16. Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 17. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 18. Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

Art. 19. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 20. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Dividendes intérimaires

Art. 21. Nonobstant les dispositions de l'article 20, l'assemblée générale des associés de la Société, par le vote majoritaire déterminé par la loi sur le paiement des dividendes, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (le cas échéant) peut décider de payer des dividendes intérimaires avant la fin de l'exercice social en cours, sur base d'un récent état intermédiaire des comptes préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique lui-même (le cas échéant), et laissant apparaître que les fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne saurait excéder les profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social pour lesquels les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Loi applicable

Art. 23. Les lois mentionnées à l'article 1^{er}, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2010.

Souscription - Libération

Le capital a été souscrit de la manière suivante:

Industri Kapital 2007 Limited, pré-nommée, agissant en sa qualité référencée ci-dessus, représentée par Maître Catherine Dessoy en vertu de la procuration ci-dessus référencée,

a déclaré souscrire au nom et pour le compte de Industri Kapital 2007 Limited Partnerships I-IV et de Alpha IAB Co-Investment AB 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales, qui sont libérées intégralement en numéraire et réparties comme suit:

	No de parts	capital souscrit
Industri Kapital 2007 Limited Partnership I	2.987	2.987-EUR
Industri Kapital 2007 Limited Partnership II	2.818	2.818-EUR
Industri Kapital 2007 Limited Partnership III	3.140	3.140-EUR
Industri Kapital 2007 Limited Partnership IV	3.518	3.518-EUR
Alpha IAB Co-Investment AB	37	37 -EUR
Total	12.500	12.500-EUR

de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de 12.500- EUR (douze mille cinq cent euros), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ trois mille euros.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés gérant pour une durée indéterminée

Monsieur James Yates, avec adresse professionnelle 5, Brettenham House, Lancaster Place, London WC2E 7EN, né le 22 juin 1972 à Chelmsford, Royaume Uni

Monsieur Shaun Johnston, avec adresse professionnelle au 30-32 New Street, St. Helier, Jersey JE2 3RA, Iles Anglo Normandes, né le 14 juin 1965 à Birmingham, Royaume Uni

Madame Sandrine Anton, avec adresse professionnelle au 35, Allée Scheffer L-2520 Luxembourg, née le 21 juin 1972 à Algrange, France

Madame Catherine Dessoy, avec adresse professionnelle au 31 rue d'Eich L-1461 Luxembourg, née le 14 décembre 1963 à Namur, Belgique

La Société se trouvera engagée conformément à l'article 11 des statuts.

2) Le siège social de la Société est établi à L-2520 Luxembourg, 35, Allée Scheffer.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, elle a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: C. DESSOY, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C. le 22 juin 2010. Relation: lac/2010/27616. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Référence de publication: 2010087083/422.

(100096790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2010.

Chaos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse.

R.C.S. Luxembourg B 114.878.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010076234/10.

(100087497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Chaos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse.

R.C.S. Luxembourg B 114.878.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010076235/10.

(100087503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Chaos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse.

R.C.S. Luxembourg B 114.878.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010076236/10.

(100087509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Muirfield Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.250,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 2A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 120.642.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2010.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010076418/14.

(100088118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Chaos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse.

R.C.S. Luxembourg B 114.878.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010076238/10.

(100087523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Chaos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse.

R.C.S. Luxembourg B 114.878.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 4 juin 2010.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 4 juin 2010, que:

1. L'Assemblée décide de ratifier la cooptation de Monsieur Jérôme Wunsch et de Monsieur le Dr. Peter Hamacher comme Administrateurs de la Société.

2. L'assemblée a pris acte de la démission de Mademoiselle Pratiffi Anne-Marie de son mandat de Commissaire aux comptes. Elle décide de nommer la société "AUDIT.LU", ayant son siège social à L-6113 Junglinster, 42, rue des Cerises, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 113.620, à la fonction de Commissaire, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2010.

CHAOS S.A.

François Georges / Jérôme Wunsch

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010076239/20.

(100087541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Clervaux Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.656.900,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 143.801.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 18 janvier 2010

Est nommé gérant, pour une durée illimitée, en remplacement de Monsieur Claude ZIMMER, gérant démissionnaire en date du 18 janvier 2010:

- Monsieur Marc THILL, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2010.

Référence de publication: 2010076240/15.

(100087579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Robertson Finance & Co Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 81.390.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le vendredi 18 juin 2010

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue en date du 18 juin 2010 que:

L'Assemblée a accepté la démission de Madame Renate JOSTEN de ses fonctions d'administrateur et a décidé de nommer en son remplacement la personne suivante:

- Monsieur Jean NAVEAUX, né le 30 avril 1943 à Villers-la-Loue (B), conseiller économique, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 11-13, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte

Le nouvel administrateur termine le mandat de son prédécesseur qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Un Mandataire

Référence de publication: 2010076494/19.

(100087385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Dungog S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 129.903.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010076252/9.

(100088123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Kohn Group Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5445 Schengen, 1C, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 133.312.

—
Im Jahre zweitausendzehn, den zehnten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul DECKER im Amtssitz in Luxemburg

Ist erschienen:

Die Vermögensverwaltung Kohn GmbH & Co. OHG (früher: Vermögensverwaltungsgesellschaft Kohn mbH), mit Sitz in D-66693 Mettlach, Buchenweg 3, eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts Saarbrücken unter der Nummer HRB 10.449, hier vertreten durch ihren Geschäftsführer Herr Christoph LEINEN, Dipl. Kaufmann, wohnhaft in D-66691 Mettlach, Buchenweg 3.

Die Komparentin, handelnd wie eingangs erwähnt, in ihrer Eigenschaft als alleinige Anteilinhaberin, welche das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft mit beschränkter Haftung " Kohn Group S.à r.l." mit Sitz in L-5445 Schengen, 1C, route du Vin, vertreten,

gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 23. Oktober 2007, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2822 vom 6. Dezember 2007,

eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, unter Sektion B, Nummer 133.312

Die alleinige Anteilinhaberin, vertreten wie eingangs erwähnt, ersucht den amtierenden Notar die nachfolgende Beschlüsse zu beurkunden wie folgt:

Erster Beschluss

Die Anteilinhaber stocken das Gesellschaftskapital durch eine Geldeinbringung von NEUN MILLIONEN EURO (9.000.000,-€), um das Kapital von FÜNF MILLIONEN EURO (5.000.000,-€) auf VIERZEHN MILLIONEN EURO (14.000.000,-€) aufzustocken durch Schaffung und Emission von einhundert dreihundert sechzig tausend (360.000) Anteilen zu je fünfundsiebenzig Euros (25,-€) die durch die alleinige Anteilinhaberin gezeichnet wurden.

Die Summe von NEUN MILLIONEN EURO (9.000.000,-€) steht der Gesellschaft zur freien Verfügung wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde, welcher dieses bestätigt.

Zweiter Beschluss

In Folge der vorgehenden Beschlüsse wird Artikel 5 der Satzung abgeändert wie folgt:

„ **Art. 5.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt VIERZEHN MILLIONEN EURO (14.000.000,-€) eingeteilt in fünfhundert sechzig tausend (560.000) Anteile, mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (25,-€).“

Kosten und Gebühren

Die Kosten und Honorare der gegenwärtigen Urkunde sind zu Lasten der Gesellschaft und werden abgeschätzt auf 4.500,- EUR.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg, in der Amtsstube des amtierenden Notars, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Komparenten mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. LEINEN, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 mai 2010. Relation: LAC/2010/21156. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Erteilt an das Handels und-Gesellschaftsregister in Luxemburg.

Luxemburg, den 17. Juni 2010.

Référence de publication: 2010076387/45.

(100087383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Dialectical Way S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 103.674.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010076254/9.

(100087756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Diamond Ré, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 28.561.

Les comptes annuels au 31 mars 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2010076255/10.

(100087953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

DLJ Mojito Luxco 1, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 139.421.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque SA

Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2010076259/13.

(100088038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Frankfurt I Hotel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 114.682.

—
Extrait des résolutions des associés en date du 31 mai 2010

En date du 31 mai 2010, les associés ont décidé comme suit:

- d'accepter les démissions de:

* Monsieur Hille-Paul Schut de sa fonction de Gérant de classe B et ce avec effet immédiat;

* Monsieur Jan Willem Overheul de sa fonction de Gérant de classe B et ce avec effet immédiat;

- d'accepter les nominations de:

* Mademoiselle Alexandra Petitjean, née le 22 juillet 1979 à Remiremont, France, ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en qualité de Gérant de classe B de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

* Monsieur Eric Lechat, né le 21 février 1980 à Louvain, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en qualité de Gérant de classe B de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 18 juin 2010.

Pour extrait analytique conforme

Marie-Pierre Ghedin

Référence de publication: 2010077235/22.

(100087096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2010.

European Retail Investment Holding S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 110.901.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juin 2010.

Référence de publication: 2010076293/10.

(100087811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Eurosoft Project S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 108.642.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010076296/10.

(100088200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

**DRAGMOR Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. KCI International S.à r.l.).**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 146.602.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010076260/10.

(100088217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.
